

SOMMAIRE

INTRODUCTION	4
PREMIERE PARTIE : Les lignes de force	5
11 - Yougoslavisme contre nationalismes	6
12 - Conjonction d'ambitions nationales et de visées impérialistes	9
13 - D'un Etat-nations à des nations-Etat : l'échec des deux premières Yougoslavies	14
DEUXIEME PARTIE : Enjeux stratégiques	23
21 - La place des Balkans dans les concepts stratégiques contemporains	24
22 - Un carrefour stratégique entre l'Occident et l'Orient	27
23 - Un pivot géographique dans le cadre d'une stratégie globale en Méditerranée	36

CONCLUSION 43

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE 45

CARTES 49

INTRODUCTION

La désagrégation de l'ancienne Yougoslavie, en 1991, a replongé la région des Balkans dans un cycle de tensions et de violences que l'on croyait avant cette date définitivement révolu. Tandis qu'en cette fin de XXème siècle, les peuples d'Europe occidentale et centrale semblent tourner la page de leurs rivalités antérieures pour envisager un avenir commun, les peuples de l'Europe balkanique paraissent ne considérer leur avenir qu'en fonction de leur passé.

Il est un fait que beaucoup avaient oublié et que les événements actuels rappellent : «les Balkans sont un espace moins défini par la géographie que déterminé par l'histoire»¹.

Les soubresauts, qui secouent actuellement la région, constituent en effet une étape dans la manifestation d'un processus historique, dont les origines sont très anciennes, mais qui s'est véritablement enclenché au XIXème siècle avec la confrontation de deux forces, l'une d'agrégation, l'autre de désagrégation. Elle a été aggravée par les interventions des grandes puissances, lesquelles ont tantôt joué sur l'une ou sur l'autre pour atteindre leurs objectifs politiques.

La bonne connaissance de ces lignes de force historiques (première partie) constitue un préalable indispensable, non seulement à la compréhension de la situation actuelle dans les Balkans², mais dans le cadre d'une étude qui vise à démontrer l'enjeu fondamental d'une région qui a, depuis l'Antiquité, une importance stratégique essentielle en raison de sa position privilégiée (deuxième partie). Espace de rencontre entre l'Occident et l'Orient, elle est une zone de convergence où s'affrontent depuis le Moyen-Age les trois influences, occidentale, slave et islamo-turque.

¹ Lacoste (sous la direction de Yves), *Dictionnaire de Géopolitique*, Paris, Flammarion, 1995, p. 245.

² La première partie est consacrée essentiellement aux lignes de force concernant la zone de l'Ex-Yougoslavie et de l'Albanie.

PREMIERE PARTIE :

LES LIGNES DE FORCE

Le traité de Berlin (1878)

Le conférence internationale, qui se déroula à Berlin de juin à juillet 1878, fut organisée à la demande de l'Autriche-Hongrie et de l'Angleterre qui refusaient de voir la Russie imposer son ordre à la suite de sa guerre victorieuse contre l'Empire ottoman déclenchée un an plus tôt. Le traité de San Stéfano (3 mars 1878) que la première avait imposé au second, outre l'indépendance donnée aux principautés de Serbie, du Monténégro et de Roumanie ¹, prévoyait la création d'une «Grande Bulgarie» qui devait avoir accès à la mer Egée par la possession de la Thrace. L'existence d'un grand Etat slave aux portes de l'Empire des Habsbourg fut perçue comme une menace grave par Vienne et Budapest, qui redoutèrent de voir la contagion s'étendre à leurs sujets slaves.

Le congrès de Berlin confirma l'indépendance des trois principautés, mais la Bulgarie fut réduite à une bande de territoire longeant le Danube, qui n'avait plus qu'un accès réduit à la mer Noire. Une province autonome dite de

¹ Les Serbes avaient acquis une autonomie *de facto* au sein de l'Empire ottoman depuis 1815, qui avait été reconnue *de jure* par lui en 1830 sous la forme d'une principauté qui restait tributaire du sultan d'Istanbul. Il en allait de même pour la principauté du Monténégro, qui jouissait déjà d'un statut particulier. La Roumanie formait une principauté autonome depuis la réunion de la Moldavie et de la Valachie en 1859.

Roumélie, incorporée à l'Empire ottoman, fut constituée pour faire tampon entre elle et la Thrace qui resta sous la souveraineté d'Istanbul. La Bosnie, l'Herzégovine et le Sandjak de Novi-Pazar devaient être administrés «provisoirement» par l'Autriche-Hongrie au nom du Sultan. En occupant le dernier territoire, elle menaçait la Serbie sur son flanc sud, la privait d'un accès vers l'Adriatique et la séparait des populations serbophones vivant au Monténégro.

Loin de régler la «question d'Orient», le traité signé à Berlin la compliquait en faisant des Balkans le terrain de conflits ethniques et le champ de rivalités impérialistes formant, ce que l'on appela alors, la «poudrière de l'Europe». Il marquait le début d'une longue période d'instabilité marquée par l'opposition de deux forces : l'une oeuvrant pour l'union des Slaves du sud, l'autre mettant en concurrence des nationalismes exacerbés.

11 - Yougoslavisme contre nationalismes

Les derniers résultaient de l'affirmation des cultures nationales et de la pénétration de la conception occidentale de l'Etat-nation, malgré l'existence d'un courant de pensée visant à une réunion des peuples slovène, croate et serbe : l'illyrisme. Le mouvement, né après l'occupation napoléonienne de 1809 qui diffusa les idées de la révolution française, prit un essor important chez les intellectuels croates et slovènes après le compromis austro-hongrois de 1867 rattachant la Slovénie à la Cisleithanie autrichienne et la Croatie à la Transleithanie hongroise. Afin d'éviter la germanisation de la première et la magyarisation de la seconde, ils ne virent d'autre solution qu'une union avec les Serbes qui avait obtenu leur autonomie sous forme de principauté au sein de l'Empire ottoman en 1830. En vue de rapprocher des peuples que les dialectes et les confessions séparaient, le Croate Ljudevit Gaj, le Serbe Vuk Karadzitch, le Slovène Jernej Kopitar créèrent une langue littéraire commune, le serbo-croate. Le projet d'une unité politique, qui prit l'appellation de

yougoslavisme (la réunion des Slaves du sud en y incluant éventuellement les Bulgares), fut plaidé durant la seconde moitié du XIXème siècle avec passion par l'évêque croate de Djakovo (Slavonie), Mgr Josip Strossmayer, jusqu'à sa mort en 1905.

Le projet yougoslave commença à prendre corps pour ses partisans lorsque la Serbie accéda à l'indépendance après le congrès de Berlin, puis devint un royaume en 1882 avec à sa tête Milan Obrenovitch. Elle constituait à leurs yeux la première étape vers un futur Etat multinational. Mais d'autres n'en voulaient pas. Le Parti du droit (Stranka Prava), fondé en 1881 par le Croate Ante Starchevitch, soutenait l'idée de la transformation de l'Autriche-Hongrie en une triple monarchie avec la création d'un royaume des Slaves du sud dirigé depuis Agram (Zagreb).¹

Lorsque Pierre Karageorgevitch accéda au trône de Serbie sous le nom de Pierre Ier à la suite d'un coup d'Etat militaire qui renversa la dynastie des Obrenovitch, en 1903², il fut considéré comme le symbole de l'idée yougoslave, mais le président du Conseil serbe, Nicolas Pachitch, soutenu par l'armée, se voulait le continuateur de l'«esquisse» (*Nachertanijé*) d'une Grande Serbie incluant la Macédoine et la Bosnie-Herzégovine.³

De fait, l'idée yougoslave au début du XXème siècle apparaissait davantage répandue chez les Croates et les Slovènes, qui y voyaient le moyen d'échapper à l'Empire des Habsbourg, que chez les Serbes qui disposaient

¹ Roux (Michel), «Guerre civile et enjeux territoriaux en Yougoslavie», *Hérodote*, N° 63, 1991, p. 17.

² L'histoire de la Serbie au XIXème siècle fut complexe et violente parce que indissociable de la lutte pour le pouvoir entre deux familles : les Obrenovitch et les Karageorgevitch. En 1804, Karageorges fut élu prince par les Serbes et se révolta contre les Turcs, qui le battirent. En 1815, son lieutenant Milos Obrenovitch prit la tête d'une nouvelle insurrection. Il se fit reconnaître comme «prince suprême» par la Sublime Porte et se débarrassa par assassinat de Karageorges en 1817. Il devint quinze ans plus tard prince héréditaire. En raison de son despotisme, il fut contraint à l'abdication par les chefs locaux et remplacé par son fils Michel en 1839. Trois ans plus tard, celui-ci fut écarté par Alexandre Karageorgevitch. En 1858, Milos revint au pouvoir. Son fils prit sa succession à nouveau deux ans plus tard. Michel fut assassiné en 1868 et un neveu de Milos, Milan, lui succéda. En 1889, il abdiqua en raison de sa politique pro-autrichienne et de ses querelles de ménage en faveur de son fils Alexandre. Le dernier Obrenovitch fut renversé en 1903 en raison de son absolutisme, de son austrophilie et de son incapacité à enrayer le désordre politique consécutif à la lutte entre les radicaux et les libéraux.

³ Le *Nachertanijé* est le nom d'un mémoire écrit en 1844 par le ministre Ilya Garachanin qui se fit l'avocat du rétablissement de l'empire serbe de Duchan (XIVème siècle ap. J-C.).

déjà d'un Etat national et dont l'objectif était de désenclaver leur territoire en obtenant des fenêtres sur la mer Adriatique et la mer Egée.

Leurs ambitions s'opposaient à celles de la Bulgarie qui avait les mêmes visées. Celle-ci, après avoir annexé en 1885 la Roumélie orientale en profitant d'une révolte contre l'occupation ottomane, concentra ses efforts sur la Macédoine où vivait une population hétérogène au point de vue culturel, mais en grande majorité orthodoxe. La création en 1870, par décision du Sultan, d'une église placée sous l'autorité d'un exarche bulgare, donna à Sofia un puissant levier d'action dans la province. En rattachant le plus grand nombre de personnes à l'exarchat, il était possible de les considérer en tant que Bulgares. Mais le critère d'identification se faisant par la langue, la Société Cyrille et Méthode ¹ fut créée en 1884, afin de créer des écoles pour diffuser l'enseignement du bulgare. Alors que les Grecs, qui avaient également des visées sur la province, disposaient du patriarcat et d'un réseau culturel pour faire pièce à la politique bulgare, les Serbes ne disposaient pas d'une église autocéphale locale. La création de la Société Saint-Sava, en 1885, leur permit d'être présent sur l'échiquier macédonien sans qu'ils parviennent à combler leur retard.

A la propagande culturelle et religieuse succéda l'action terroriste. En 1893 fut créée l'organisation révolutionnaire intérieure macédonienne (ORIM), dont le discours officiel était l'indépendance de la Macédoine au sein d'une fédération balkanique, mais qui avait le soutien matériel de Sofia. Elle lança des campagnes spectaculaires d'attentats et organisa une révolte dans la région de Monastir en 1903, qui fut réprimée avec brutalité par les troupes ottomanes.

En dépit de la vigueur du mouvement yougoslave, les nationalismes prenaient un net ascendant sur lui, renforcés et instrumentalisés par l'intervention des grandes puissances, qui tentaient d'avancer leurs pions sur l'échiquier balkanique.

¹ Du nom des deux frères canonisés par l'église orthodoxe, qui traduisirent au 9ème siècle après J.-C. la Bible en langue slave. Cyrille créa un alphabet approprié dit *glagolithique*, qui fut simplifié par la suite et devint l'alphabet cyrillique.

12 - Conjonction d'ambitions nationales et de visées impérialistes

Après le congrès de Berlin, les Austro-Hongrois ne virent dans l'occupation militaire de la Bosnie-Herzégovine que le premier jalon d'une progression qui devait les mener à Salonique. Le gouverneur Benjamin von Kallay, en poste de 1882 à 1903, favorisa les Croates catholiques au détriment des Serbes orthodoxes, ce qui entraîna des tensions entre les deux communautés.

La fiction d'une occupation provisoire austro-hongroise disparut en octobre 1908 lorsque, sous le prétexte de l'anarchie régnant à Istanbul à la suite de la révolution jeune-turque, la province fut purement et simplement annexée à l'Empire. Afin de ne pas renforcer le nombre des Slaves vivant en Transleithanie hongroise, elle devint une «terre d'Empire» avec un statut comparable à celui de l'Alsace-Lorraine intégrée dans le Reich allemand. Ce passage en force provoqua une grave crise diplomatique entre Vienne et Saint-Pétersbourg. Si elle ne déboucha pas sur une guerre européenne, elle laissa de graves séquelles, en particulier chez les Serbes qui en tirèrent un profond ressentiment.

Après leur défaite face au Japon, en 1905, les Russes voulurent redorer leur blason en obtenant l'ouverture des Détroits à leur flotte de la mer Noire. Humiliés par le coup de force austro-hongrois en Bosnie-Herzégovine, ils tentèrent de reprendre pied dans les Balkans en exacerbant les revendications territoriales des Etats slaves face à l'Empire ottoman. Leur entreprise fut facilitée par la politique autoritaire du gouvernement d'Istanbul. A la suite d'un nouveau coup de force des officiers appartenant au mouvement Jeune-Turc ¹, en avril 1909, qui aboutit à la déposition du «Sultan rouge» Abdul Hamid et à son remplacement par Mehmed V, une campagne fut lancée, notamment en Macédoine, pour intégrer les peuples allogènes chrétiens de

¹ Parmi lesquels Mustapha Kemal, le fondateur de la Turquie moderne.

l'Empire en imposant la langue turque dans les écoles et en mettant un terme à toute autonomie culturelle.

Elle provoqua un soulèvement armé au Kosovo qui s'étendit à l'ensemble du pays albanais à partir de 1910. Mais le fait le plus important fut la constitution, en 1912, d'une *ligue balkanique*, réunissant la Serbie, le Monténégro, la Grèce et la Bulgarie, sous l'égide de la Russie, dans le but de libérer la Macédoine en profitant des difficultés de l'Empire ottoman attaqué en Tripolitaine par l'Italie l'année précédente.

L'ouverture des hostilités, en octobre 1912, faisait entrer la région dans une période de guerre presque ininterrompue qui dura sept ans. A la surprise générale, les armées des petits Etats balkaniques l'emportèrent facilement sur les Ottomans. Organisées et entraînées par la mission militaire française du général Eydoux, les forces grecques s'emparèrent de Salonique pendant que les Serbes attaquèrent en Macédoine et en Albanie, tandis que les Bulgares progressèrent en direction d'Istanbul. Ce fut un échec politique et militaire sérieux pour l'Allemagne, dont la Sublime Porte était l'élève en raison de la présence d'instructeurs allemands dans son armée, et la vassale depuis qu'elle était devenue une terre où s'investissaient les capitaux de la Bourse de Berlin, en particulier dans le chemin de fer menant à Bagdad. Mais surtout, ce fut une victoire russe face à l'Autriche-Hongrie qui rendit encore plus probable un conflit prochain entre les deux puissances. A la conférence internationale qui s'ouvrit à Londres, en mai 1913, la seconde proposa la création d'une principauté albanaise indépendante, dont l'objectif inavoué était de barrer la côte de la mer Adriatique à la Serbie. Unis avant la victoire, les Etats slaves se divisèrent sur le partage des dépouilles. La Bulgarie, qui considérait avoir fourni l'effort principal, réclamait la majeure partie de la Macédoine, que lui contestait la Serbie. Elle s'opposait aussi à la Grèce pour le contrôle de Salonique. Se sentant menacés, les deux Etats signèrent une convention militaire le 14 mai 1913 complétée par un traité d'alliance le 1er juin suivant, qui prévoyait une aide mutuelle en cas d'agression de la Bulgarie contre l'un d'eux. Bien leur en pris, car à la fin de juin, les forces bulgares attaquèrent à l'improviste les Serbes. Conformément aux accords, les Grecs marchèrent avec ceux-ci, tandis que les Roumains se joignèrent à eux en pénétrant en Dobroudja et que les Turcs intervinrent en Thrace. A la fin de juillet la Bulgarie

demanda un armistice. Le traité de Bucarest, signé le 10 août 1913, lui enleva presque toutes ses conquêtes à l'exception d'une petite fenêtre sur la mer Egée et la vallée de la Strouma en Macédoine. En revanche, elle céda à la Roumanie la Dobroudja du sud, qui lui avait été donnée au congrès de Berlin.

La carte des Balkans fut donc profondément remaniée à la suite des deux guerres balkaniques avec un agrandissement notable de la Grèce et de la Serbie.

Loin de régler la question balkanique, le traité de Bucarest exacerba les haines entre les peuples de la région. Bulgares et Turcs n'acceptèrent pas leur défaite et attendirent le moment propice pour prendre leur revanche. Malgré leurs acquisitions territoriales importantes, les Serbes se virent privés d'un accès à l'Adriatique par la création d'une principauté indépendante d'Albanie, qui avait été décidée à Londres, avec à sa tête un prince d'origine allemande, Guillaume de Wied.

En 1914, la situation était plus explosive que deux ans auparavant. Le chaudron balkanique concentrait les rancœurs des jeunes Etats de la région, aggravées par la rivalité austro-russe, elle-même amplifiée au niveau européen par l'antagonisme franco-allemand. Tous les éléments d'une guerre généralisée étaient en place. Bien que né dans les Balkans avec l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand, à Sarajevo le 28 juin 1914, tombé sous les balles de l'étudiant Gavrilo Princip armé par l'organisation secrète serbe de la «Main Noire», le conflit parut pourtant dans un premier temps se limiter sur le plan régional à une lutte austro-serbe, alors qu'il embrasait le reste de l'Europe. Mais l'entrée en guerre de l'Empire ottoman aux côtés des puissances centrales, le 30 octobre 1914, et les négociations entre certains Etats balkaniques et les grandes puissances en guerre, conduisirent inexorablement la région sur la pente fatale de la conflagration. S'étant vus promettre la restitution des territoires perdus deux ans plus tôt et un agrandissement territorial aux dépens de la Serbie, les Bulgares se joignirent aux Allemands et aux Austro-Hongrois pour l'envahir en octobre 1915. Confrontée à des forces trois fois supérieures et menacée d'encerclement, l'armée serbe, avec à sa tête le vieux roi Pierre Ier, malade, assis dans un char tracté par des boeufs, dut se replier en direction de la mer Adriatique en franchissant les montagnes enneigées de l'Albanie dans des conditions

épouvantables. Cet épisode tragique est resté dans la conscience nationale serbe, au même titre que la défaite face aux Turcs en 1389, comme le symbole du refus face à l'oppression extérieure. Récupérée par la flotte franco-italienne et conduite dans l'île de Corfou pour y être réarmée et réorganisée au début de 1916 sous la direction d'instructeurs français, l'armée serbe, forte de près de 130 000 hommes, devint le creuset d'une nouvelle Serbie en devenir.

La Serbie présenta en effet la particularité au cours du premier conflit mondial de disparaître en tant qu'entité territoriale, mais de se maintenir en tant qu'entité étatique à travers son gouvernement, son parlement (la Skoupchtina) et, surtout, son armée. Alors que les deux premiers furent en exil dans l'île de Corfou, la dernière combattit au sein des armées alliées d'Orient face aux armées bulgares, en Macédoine, de 1916 à 1918. Désigné comme régent, le prince Alexandre en prit le commandement. Il en fit, non seulement l'outil de la libération nationale, mais l'instrument d'une union des slaves du sud sous la férule serbe.

Un «comité yougoslave» s'était constitué à Rome, en mai 1915, à l'initiative des dirigeants croates Ante Trumbitch et Frano Supilo en réaction au traité «secret» conclu à Londres le 26 avril 1915 entre les puissances alliées et l'Italie. Pour qu'elle se décide à entrer en guerre à leurs côtés, les premières lui avaient promis, outre les provinces du Trentin et du Tyrol, la cession du port de Trieste, de l'Istrie et de la Dalmatie. Elle s'était vue également confirmer l'occupation du port albanais de Valona (Vlonë), qu'elle contrôlait depuis la fin de 1914, et l'attribution d'un territoire suffisamment étendu pour assurer la défense de ce point ainsi qu'un protectorat sur le futur Etat albanais qui devait être recréé après la guerre.¹

Afin de mettre en échec le traité qui substituait une occupation italienne à celle de l'Autriche-Hongrie sur les territoires peuplés de Slovènes et de Croates, le comité yougoslave, transféré à Londres, ouvrit des négociations avec les autorités serbes. Après des discussions difficiles, un accord fut finalement conclu à Corfou, le 20 juillet 1917, entre le prince Alexandre et Trumbitch. Il prévoyait la constitution d'un royaume des Serbes, Croates et

¹ Service Historique de l'Armée de Terre (S.H.A.T.), 16 N 3264-1, texte de la «Convention avec l'Italie du 26 Avril 1915».

Slovènes sous la dynastie des Karageorgevitch, formant un Etat démocratique fondé sur l'égalité des trois peuples, des deux alphabets et des religions. Cet accord constitua à la fois l'acte fondateur d'un Etat yougoslave et le début d'un énorme malentendu, dont les conséquences allaient se révéler lourdes.

Dans un premier temps, pressés par les évènements dus à la désagrégation de l'Autriche-Hongrie et voulant mettre les gouvernements alliés devant le fait accompli de peur qu'ils appliquent l'accord de Londres, les dirigeants du mouvement yougoslave présents dans la région constituèrent un Conseil national à Zagreb, le 28 octobre 1918. Dès lors s'engagea une course entre eux et les Italiens. Les premiers voulurent parvenir à une union le plus rapidement possible tandis que les seconds soutinrent la création d'Etats nationaux et occupèrent les principaux ports d'Istrie et du littoral dalmate. A la mi-novembre, un incident sérieux éclata dans le port de Fiume entre des forces italiennes et serbes. L'affrontement fut évité grâce à une médiation française. Pourtant, la France était favorable à la création d'un Etat yougoslave, afin d'éviter le retour de l'influence allemande.¹

L'Italie échoua en définitive dans ses tentatives visant à empêcher les peuples slaves du sud de s'unir. Un mois après la libération de Belgrade par l'armée serbe appuyée par des troupes françaises, le prince-héritier Alexandre proclama solennellement, le 1er décembre 1918, la formation de l'Etat indépendant et unitaire des Serbes, Croates et Slovènes.

La décomposition de l'Autriche-Hongrie avait abouti à la création d'un Etat yougoslave, rival naturel de l'Italie. Mais cette dernière y trouvait quelque part son compte, car son nouveau voisin de l'autre côté de l'Adriatique n'avait pas les moyens de la concurrencer sur mer et sa puissance économique n'égalait pas celle de l'empire défunt. Grâce à sa supériorité industrielle, l'Italie pouvait même trouver un terrain pour accroître sa présence économique puisque le nouvel Etat était d'abord une puissance agricole.

¹ Le commandant des armées alliées d'Orient, le général Franchet d'Espérey, ne dissimulait pas ses préférences bien qu'il faisait tout pour calmer le jeu. Il écrit à l'un de ses amis que «les Serbes et les Yougoslaves sont ce qu'il y a de mieux dans les Balkans. Je crois que notre intérêt, l'intérêt de l'Europe est d'aider à la constitution d'une grande nation yougoslave, barrière contre le germanisme.» Franchet d'Espérey à M. de Freycinet [qui fut quatre fois Président du Conseil entre 1879 et 1892], *Cahiers Charles de Foucauld*, 1956, vol. 41, p. 149. Cité dans Fassy (Chef de Bataillon), *Le haut-commandement français en Orient (1915-1918)*, thèse de doctorat, Université de Paris 1, 1998, p. 597.

Les Albanais de leur côté tentèrent de reprendre leur destinée en main comme au temps de la ligue de Prizren. Ils manifestèrent leur désir d'indépendance au congrès de Tirana, le 19 novembre 1918. Mais les Italiens, ne voulant pas abandonner une région qui leur avait été promise par le traité de Londres, firent proclamer Turkan Pacha, ancien président de l'éphémère prince Guillaume de Wied, à la tête d'un «gouvernement provisoire» établi à Durazzo, sous leur protection, en décembre 1918.

La politique italienne semblait donc se substituer à celle de l'Autriche-Hongrie dans les Balkans, mais la situation issue du congrès de Berlin était pourtant révolue. Les traités signés dans le cadre de la conférence de la paix, en 1919 et en 1920 ¹, organisèrent la région, afin de garantir la viabilité d'Etats suffisamment forts pour résister à des pressions extérieures. Deux Etats devaient en particulier contribuer à la stabilité dans les Balkans par leur poids : la Roumanie et l'Etat yougoslave, qui reçurent d'importants territoires au détriment de la Hongrie et de la Bulgarie, vaincus de la guerre.

13 - D'un Etat-nations à des nations-Etat : l'échec des deux premières Yougoslavies

Le royaume des Serbes, Croates et Slovènes englobait près de 12 millions d'habitants sur 247 000 Km². Outre les territoires cédés par l'Autriche, la Hongrie et la Bulgarie ², il annexa le Monténégro où une assemblée nationale vota l'union avec la Serbie.

¹ Le traité de Saint-Germain-en-Laye (19 septembre 1919) réglant le sort de l'Autriche, le traité de Neuilly (27 novembre 1919) concernant la Bulgarie, le traité du Trianon (2 juin 1920) fixant les frontières de la Hongrie.

² L'Etat yougoslave reçut de l'Autriche la Dalmatie, la Bosnie et l'Herzégovine, ainsi que les régions peuplées de Slovènes. La Hongrie lui céda la Croatie, la Slavonie, ainsi que le Banat de Temesvar où vivaient des communautés serbes, hongroises, roumaines et ruthènes. Le Banat fut un objet de dispute entre les Serbes et les Roumains, qui en revendiquaient la souveraineté. Son acquisition permit au nouveau royaume d'avoir une capitale, Belgrade, qui n'était plus une ville-frontière, comme en 1914. Il reçut de la Bulgarie la ville de Stroumitza en Macédoine et quelques districts frontaliers situés plus au nord.

Les Serbes étaient les principaux bénéficiaires de la constitution de l'Etat yougoslave. Tandis que la Serbie était passée de 2 millions d'habitants en 1912 à 4 millions en 1913, ils étaient les plus nombreux dans le nouvel ensemble : 5,4 millions contre 3,7 millions de Croates et 1 million de Slovènes. Mais le territoire comptait aussi de fortes minorités : 505 000 Allemands au nord-ouest, 467 000 Hongrois et 231 000 Roumains regroupés principalement dans le Banat, 439 000 Albanais au sud dans la région du Kosovo, 150 000 Turcs en Macédoine pour citer les plus importantes. Il y avait au total plus de 2 millions d'Allogènes, soit 17 % de la population totale. ¹ Comme l'écrit l'historien Georges Castellan, le royaume «unitaire» des Slaves du sud était plus un programme qu'une réalité.

Le déséquilibre initial fut accentué par d'autres facteurs au cours des vingt années qui suivirent jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. La constitution de 1921 fut fortement centralisatrice et renforça la mainmise des Serbes sur l'appareil d'Etat. Ils tinrent les principaux leviers du pouvoir en détenant en permanence les portefeuilles gouvernementaux les plus importants. D'autre part, ils contrôlèrent l'armée et de la police. Chez les autres peuples, la déception fut à la hauteur des espoirs que la création du royaume avait suscités.

A l'esprit «yougoslave» qui avait prévalu en majorité parmi leurs élites durant la seconde moitié du XIXème siècle et au début du XXème, succéda un mécontentement et une montée du nationalisme, en particulier chez les Croates. Conduits par Raditch puis Matchek, ils ne cessèrent de réclamer leur autonomie. L'assassinat du premier par un député radical monténégrin, lors d'une séance à la chambre, en 1928, accentua le divorce entre les Serbes et les autres nationalités. Certains dirigeants croates, parmi lesquels figuraient des personnalités modérées, ne virent d'autre issue que la confrontation avec le régime pour obtenir l'indépendance. Ante Pavelitch, l'un des fondateurs du Comité national yougoslave d'octobre 1918, fut à l'origine de la création, en 1930, de l'organisation terroriste *Oustacha* ², qui reçut l'aide

¹ Chiffres extraits du recensement officiel du 31 janvier 1921, cité dans Castellan (Georges), *Histoire des Balkans*, Fayard, 1991, p. 410.

² Ses membres étaient les «Oustachis» (les rebelles).

matérielle et financière de l'Italie mussolinienne. Le 9 octobre 1934, le roi Alexandre, en visite officielle en France, fut abattu peu après son arrivée à Marseille, ainsi que le ministre français des Affaires Etrangères venu l'accueillir, Louis Barthou, par un membre de l'Oustacha.

Pour sortir de l'impasse, le successeur d'Alexandre, le prince-régent Paul ¹ tenta de trouver une solution avec les dirigeants modérés croates. Après des négociations longues et difficiles, un accord fut conclu le 26 août 1939. Les Croates obtenaient la création d'une province autonome réunissant la Croatie de l'intérieur et la Dalmatie avec une diète à Zagreb. Mais il arrivait bien tard pour effacer deux décennies de méfiance et de tensions entre les Serbes et les Croates, alors que l'Europe se dirigeait à nouveau sur la pente fatale d'un conflit généralisé.

Au cours de la période séparant les deux guerres mondiales, l'Albanie suivit un chemin différent de sa grande voisine, mais son histoire n'en fut pas moins chaotique. Elle connut pourtant un bon départ. En raison de l'opposition du président Wilson, l'Italie n'obtint pas les territoires qui lui avaient été promis à la conférence de Londres en avril 1915. Sur le terrain, l'année 1920 fut catastrophique pour les Italiens. Le gouvernement de Turkan Pacha fut renversé en février par les chefs albanais, qui s'inspirèrent de l'exemple turc de Mustapha Kemal, et les troupes d'occupation italiennes subirent des revers, devant se replier sur le port de Valona (Vlonë). Rome se résigna à l'abandon de ses ambitions et un protocole fut signé avec les dirigeants albanais à Tirana, le 5 août 1920. L'Italie garda l'île de Sasseno au large de Valona. D'autre part, l'Albanie avait une population ethniquement homogène, bien qu'une partie des Albanais était passée sous la souveraineté grecque ² ou était restée sous celle des Serbes au Kosovo.

Mais l'arrivée des fascistes au pouvoir en Italie en 1922 et la période d'anarchie qui résulta de la lutte entre Fan Noli et Ahmed Zogouli avec la victoire du second au début de 1925, entraînèrent le retour des ambitions italiennes. Les Italiens entreprirent une pénétration économique très active

¹ L'héritier du trône, Pierre, était encore un enfant.

² Un accord fut signé le 29 juillet 1919 entre le président du Conseil italien Tittoni et son homologue grec, Vénizelos, qui laissait le champ libre à la Grèce en Epire moyennant la reconnaissance des intérêts italiens à Valona.

devant servir de prélude à la mise en place d'un protectorat, qui fut établi par le traité de Tirana du 27 novembre 1926. Le pacte d'alliance, signé le 22 novembre 1927 et la transformation de la république albanaise en royaume au profit de Zogouli devenu Zogou 1er, le 1er septembre 1928, renforcèrent l'emprise de Rome sur Tirana.

Alors qu'à l'exception de l'Albanie, la région balkanique avait cessé d'être le terrain des ambitions des grandes puissances dans les années Vingt et au début des années Trente, elle tomba progressivement sous l'influence allemande durant la période suivante. Refusant de s'allier à l'U.R.S.S. et ayant perdu confiance dans la volonté et la capacité de la France à la défendre en raison de ses reculs successifs face aux coups de force d'Hitler, la Yougoslavie s'enferma dans une stricte neutralité. Elle resta passive lorsque la Grèce fut attaquée par l'Italie en octobre 1940. La politique de rapprochement du prince régent Paul et le conflit gréco-italien provoquèrent des remous profonds dans le pays. Lorsque le gouvernement de Belgrade, poussé par les puissances de l'axe, se décida à adhérer au pacte tripartite à Vienne le 25 mars 1941, la population se révolta et entraîna l'armée. Dès lors, le destin de la Yougoslavie bascula dans une période sombre. L'entrée des troupes allemandes provoqua la scission du royaume yougoslave : les Croates de l'Oustacha, conduits par Pavelitch, proclamèrent l'Etat indépendant de Croatie, le 10 avril. Le lendemain, un Conseil national slovène en fit autant en Slovénie.

Les affrontements entre les tenants de l'ultranationalisme, Tchetniks serbes ¹ et Oustachis croates, au cours des années d'occupation allemande qui suivirent, montrèrent à quel point l'unité yougoslave n'existait plus depuis longtemps. Les Allemands surent jouer de cette haine pour tenir une région, qui occupait une position stratégique essentielle, avec des effectifs relativement réduits. A l'opposition croato-serbe s'ajouta celle idéologique entre les partisans du général royaliste serbe Draza Mihailovitch et ceux du communiste croate Josip Broz, dit Tito. Le premier souhaitait l'établissement d'une monarchie fédérative de trois Etats nationaux serbe, croate et slovène,

¹ Les partisans serbes reprirent le nom historique des résistants serbes à l'occupation ottomane.

dont le but inavoué était de restaurer sous une autre forme l'hégémonisme serbe. Le second voulait instaurer une fédération de type soviétique.

Les faits avaient montré avant et pendant la guerre que les facteurs de division l'emportaient sur les facteurs d'unité parmi les peuples yougoslaves et que le yougoslavisme était mort. Or, en 1945, Tito, après sa victoire sur les Allemands et sur Mihaïlovitch, créa une nouvelle Yougoslavie.

La période titiste fut marquée par l'application constante d'un axiome, qui, en définitive, conduisit à un nouvel échec. Tito considérait qu'il ne pouvait y avoir de Yougoslavie forte sans une Serbie faible. La division de la nouvelle entité yougoslave en six républiques (Serbie, Croatie, Slovénie, Bosnie-Herzégovine, Monténégro, Macédoine) répondit davantage à un souci d'affaiblissement de la Serbie qu'à une tentative d'homogénéisation ethnique par ailleurs imparfaite. La Serbie perdit des territoires importants, tandis que la Croatie ne fut pas lésée. Cette dernière engloba l'Istrie où vivaient des Italiens, la Dalmatie et la Slavonie, peuplée d'une minorité serbe. Le pouvoir considéra que le peuple croate n'était pas responsable des crimes de guerre des Oustachis. Cette politique d'affaiblissement serbe fut poursuivie en 1966 lorsque la Voïvodine (où la majorité de la population était serbe) et le Kosovo furent érigés en provinces autonomes, puis en 1974 quand, en prévision de sa succession, Tito joua la carte de la décentralisation en promulguant une nouvelle constitution.¹

Mais tandis que la Yougoslavie Etat-nations d'entre-les-deux-guerres avait engendré le mécontentement des Croates, la Yougoslavie nations-Etat de Tito cristallisa les frustrations serbes et les revendications de certaines minorités comme les Albanais du Kosovo qui voulaient que la province fut érigée en république. A ces mécontentements s'ajoutèrent des inégalités économiques, qui aggravèrent les fractures nationales. Alors que l'économie avait connu des taux de croissance importants jusqu'à la fin des années soixante-dix, qui permirent à l'ensemble du pays de sortir du sous-développement et de vivre dans une relative aisance, le ralentissement

¹ D'autre part, la Yougoslavie titiste se caractérisa par la distinction entre la citoyenneté (l'appartenance à l'Etat fédéral ou à une république) et la nationalité considérée au sens ethnico-culturel. On était donc à la fois yougoslave et serbe, ou croate, etc... Mais certaines personnes se déclaraient «yougoslaves» au sens national.

observé dans la décennie suivante toucha davantage les républiques du sud que celles du nord. Face à la montée de la dette nationale (20 milliards de dollars en 1980), le pouvoir central fut incapable d'imposer un partage solidaire du fardeau entre les républiques, les plus riches refusant en outre de redistribuer une partie de leurs ressources au profit des moins développées.

Le processus de désagrégation de la seconde Yougoslavie ne commença pas en 1991 avec l'indépendance de la Croatie et de la Slovénie, mais dès la mort de Tito en 1980. L'année suivante, des émeutes éclatèrent au Kosovo et furent durement réprimées par les Serbes, ceux-ci refusant d'envisager la séparation d'une province qui constituait, selon eux, le cœur historique de leur nation. ¹

¹ L'écrivain nationaliste serbe Vuk Draskovitch écrivit à la fin des années quatre-vingt que «le Kosovo est, pour les Serbes, ce qu'est le Vatican pour les catholiques romains, ou Jérusalem et Sion pour les juifs, ou bien la terre de Vladimir pour les Russes...» Draskovitch (Vuk), «La Yougoslavie et la question serbe», *Revue des Deux Mondes*, Paris, février 1988, p. 61.

Pour les historiens et les sociologues serbes, la «question du Kosovo» est une question serbe. Ils s'attachent à valoriser l'histoire de cette province comme étant une «terre serbe» depuis le VII^e siècle, envahie au XVII^e siècle par les Albanais. Le Kosovo est, pour les Serbes, l'épicentre de leur culture, de leur foi et de leur mémoire nationale. Sur cet espace relativement étroit, ils ont, par exemple, construit mille cinq cents églises et monastères. Le 28 juin 1389, l'armée serbe affronta les forces ottomanes, trois fois supérieures en nombre, au champ des Merles (Kosovo Polje) et fut vaincue. Cette région est devenue le symbole de la tragédie nationale, mais aussi celui d'une aspiration séculaire à chasser l'envahisseur turc. Du 28 juin 1389 jusqu'à l'automne 1912, date à laquelle l'armée serbe reconquit le Kosovo lors de la Première Guerre balkanique, les jeunes filles serbes portèrent des foulards noirs en signe de deuil pour la liberté perdue. Pour les historiens serbes, la bataille de 1389 a été menée exclusivement par les Serbes contre les envahisseurs turcs. En revanche, les historiens albanais la conçoivent comme une coalition des peuples des Balkans, à laquelle les Albanais ont participé massivement. Par la négation de la participation des Albanais à cette bataille, les auteurs serbes tentent de nier leur présence dans cet espace. De ce qui précède, on voit que la référence à l'histoire est utilisée par chaque partie, afin de démontrer son antériorité dans cette région. Cela explique le fait que les Albanais se réfèrent à une période qui remonte même plusieurs siècles avant l'arrivée des Slaves dans les Balkans, tandis que pour les Serbes, l'histoire du Kosovo commence au Moyen Age. Quant à la période qui suit l'arrivée des Slaves aux Balkans, les mêmes dates sont invoquées, mais elles sont interprétées différemment.

Comme pour répondre à Vuk Draskovitch, Alain Ducellier, historien, professeur à l'Université de Toulouse et auteur de nombreux ouvrages sur l'Empire byzantin, l'Eglise orthodoxe et l'histoire médiévale des Balkans, écrit sur cette référence historique empruntée par les uns et des autres : «*Lorsqu'on voit l'obstination avec laquelle on emploie l'argument historique pour prouver que les Serbes ont un «droit» sur le Kosovo dont ils seraient les plus anciens habitants, ensuite dépossédés par les Albanais, il n'est pas mauvais de montrer que, pour une fois, l'histoire et la situation actuelle concordent. Admettons cependant que les Serbes aient été majoritaires au Kosovo au treizième siècle : on ne peut alors s'empêcher de demander qui habitait la région auparavant. Chacun sait que les Slaves sont le peuple indo-européen le plus tard venu en Europe, puisque les vagues successives de leurs invasions s'étalent sur les VI^e et VII^e siècles. On sait aussi que, à cette époque, plusieurs siècles de romanisation n'avaient pas pour autant fait disparaître les vieilles populations autochtones, Daces en Roumanie, Thraces en Bulgarie, Illyriens en Dalmatie, Albanie, Macédoine. Or, les travaux les plus récents aussi bien linguistiques qu'archéologiques, tendent tous à prouver aujourd'hui que les Illyriens sont sans aucun doute les ancêtres directs des Albanais. Toute argumentation de type «historique» ne peut que se retourner contre la thèse «serbe» puisque l'Histoire nous apprend que les*

Tandis que la seconde Yougoslavie disparaissait, l'Albanie sortait d'une période d'isolement presque total dans laquelle elle avait été confinée depuis la Seconde Guerre mondiale. Devenue une république populaire sous la férule d'Enver Hodja en 1946, elle rompit avec l'Union soviétique en 1961. Après avoir cherché son salut dans un rapprochement avec la Chine maoïste, elle se brouilla avec elle en 1978 et le «pays des aigles» sombra dans une autarcie complète, fatale pour son développement. En dépit de l'homogénéité relative de sa population et de l'idéologie communiste qui tenta de la souder dans un sentiment d'appartenance nationale, celle-ci resta partagée entre les clans du nord (Guègues) et ceux du sud (Tosques), dont les rivalités éclatèrent après la chute du régime communiste.

Comme la première Yougoslavie, qui n'avait pas résisté à la guerre mondiale de 1939-1945, la disparition de la seconde fut directement liée à une crise majeure européenne, en l'occurrence la chute du mur de Berlin et l'effondrement de l'Union soviétique. En définitive, l'histoire de la Yougoslavie peut se résumer à deux tentatives fondées sur des principes différents pour faire coexister au sein d'un même ensemble plusieurs groupes nationaux et pour en assurer l'existence face à des menaces externes. La cause de ces deux échecs vient du fait qu'elle ne s'est pas faite avec les peuples, mais contre eux, chacun s'estimant spolié de son passé.

Comme l'a écrit Pierre Kende : «Chacun voudrait que le sol sur lequel il habite lui revienne non seulement par la possession du présent, mais aussi par un droit historique clair et net que nul ne saurait lui disputer. Or, ce pouvoir sur le passé est menacé par la présence de l'autre dont l'existence rappelle qu'au regard de l'Histoire les droits sont partagés. La conséquence est que chacun essaye de reconstruire le passé comme si l'autre n'avait pas existé, ou tout au plus y avait joué un rôle mineur, négatif, méprisable qui rend caduc son droit sur le futur.»¹

La question qui vient inévitablement à l'esprit est la suivante : la Yougoslavie multinationale et communiste de Tito a-t-elle constitué une

Serbes sont, à l'égard du Kosovo, des envahisseurs très tard venus.» Ducellier (Alain), *L'Albanie entre Byzance et Venise (Xème-XVème siècles)*, Londres, Variorum, 1987.

¹ Kende (Pierre), «Comment gérer le problème des minorités en Europe centrale et orientale ?», *La documentation française*, N° 4964-65, 1992, p. 19.

parenthèse historique, une sorte d'Etat artificiel qui a tenté d'imposer une union contre nature, de nier des réalités nationales et des conflits ethniques sous-jacents ? Si l'on considère les origines de sa création, on peut en douter. Tito l'a emporté sur son rival Mihaïlovitch, parce que, à la différence de ce dernier, il niait toute référence à un nationalisme et que son programme visait à fédérer les différents peuples dans un mouvement de lutte de libération nationale contre l'envahisseur allemand et italien.

On peut répondre par l'affirmative si l'on prend en compte une contradiction fondamentale qui est probablement à l'origine de la disparition de la seconde Yougoslavie. Le pouvoir communiste, en procédant à une fragmentation du territoire, a voulu diluer les identités nationales, notamment serbe, mais le tracé des six républiques correspondait en fait à celui des anciennes frontières du XIX^{ème} siècle.¹ En recréant des entités historiques qui avaient disparu sous la monarchie centralisatrice des Karageorges, il n'a fait que renforcer le droit des peuples (majoritaires) à disposer d'eux-mêmes en leur donnant une identité territoriale. Mais ces entités territoriales n'étant pas ethniquement homogènes, puisqu'elles comportaient des minorités appartenant aux autres nationalités, elles ne pouvaient qu'entrer en conflit les unes contre les autres.

De ce qui vient d'être dit, on peut conclure que face à un ennemi extérieur, qu'il soit ottoman comme c'est le cas au XIX^{ème} siècle ou germano-italien pendant la Seconde Guerre mondiale, voire soviétique pendant la guerre froide, les peuples balkaniques ont su s'unir en vue de recouvrer ou garder leur liberté. Mais lorsque la menace ou l'oppression extérieure a disparu, comme c'est le cas aujourd'hui, ils se sont battus pour gagner une terre et une histoire qu'ils refusaient de partager ensemble. L'histoire balkanique est donc bien marquée par la confrontation de deux forces, l'une d'agrégation, l'autre de désagrégation. Actuellement, la seconde semble dominer l'autre et cette situation risque de durer en raison des fractures nées

¹ Par exemple, la limite de la Slovénie et de la Croatie correspond à l'appartenance de la première à la Cisleithanie autrichienne et de la seconde à la Transleithanie hongroise. La frontière entre la Bosnie-Herzégovine et la Croatie reprend le tracé de celle séparant l'Empire ottoman de l'empire des Habsbourgs au début du XIX^{ème} siècle. Sur cette question, voir Roux (Michel), «Guerre civile et enjeux territoriaux en Yougoslavie», *Hérodote*, N° 63, 1991, pp. 18-20.

des conflits récents. La communauté internationale tente d'enrayer ce processus de désagrégation qui, après avoir fait éclaté la fédération yougoslave, touche la Serbie au Kosovo. Elle tente de concilier l'inconciliable : maintenir les frontières tout en respectant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, dont la dynamique semble prendre le dessus sur les réalités étatiques.

DEUXIEME PARTIE :

ENJEUX STRATEGIQUES

Terre de rencontre, carrefour historique, lieu de convergence de forces antagonistes, l'Europe balkanique présente la caractéristique d'avoir une position géographique particulièrement privilégiée.

Elle forme un espace péninsulaire. On utilise d'ailleurs parfois l'expression «péninsule balkanique» pour la désigner. Bordée par les mers Adriatique, Méditerranée, Egée et Noire, elle est limitée au nord par le Danube et son affluent, la Save. Le canal d'Otrante la sépare de l'Italie, les détroits des Dardanelles et du Bosphore de l'Asie mineure. Géographiquement, elle comprend les pays issus de l'ex-Yougoslavie, l'Albanie, la Grèce, la Bulgarie et la Turquie d'Europe.

Le terme «Balkan» vient du turc et signifie «montagne». Pourtant, le cadre physique ne se réduit pas à la rencontre de la mer et de la montagne. L'espace est parcouru par des vallées qui permettent de circuler dans trois grandes directions : vers l'Europe occidentale, vers l'Europe orientale, vers l'Asie mineure et le Moyen-Orient. Ces routes forment un «Y» tourné de 90° dans le sens des aiguilles d'une montre, dont la branche unique correspond à la route vers l'Occident et les deux branches séparées à celles du nord-est et du sud-est. Si on prend en compte la Méditerranée, il existe une quatrième route, maritime, vers l'Afrique et, depuis le milieu du XIXème siècle, en direction de l'Asie par le canal de Suez. Il s'agit donc bien d'un carrefour stratégique comme en atteste l'histoire au cours des deux derniers millénaires.

Davantage que la Méditerranée, les routes balkaniques furent foulées durant les siècles par les invasions et les migrations des peuples nomades empruntant toujours les voies d'approche du nord-est et du sud-est pour s'y installer (invasions slaves et bulgares du VI^{ème} au VII^{ème} siècles, Turcs à partir du XIV^{ème} siècle), ainsi que par les commerçants (la fameuse route de la soie).

C'est donc la voie terrestre de communication entre l'Occident et l'Orient et, à ce titre, elle occupe une place importante dans les concepts stratégiques contemporains.

21 - La place des Balkans dans les concepts stratégiques contemporains

En 1904, au cours d'une conférence prononcée à la Société royale de géographie, l'universitaire britannique Halford J. Mackinder (1861-1947) présenta une étude qui marqua un tournant dans la perception historique du monde, car elle l'envisageait dans sa globalité. Il constatait au travers d'une lecture approfondie, mais générale, de l'histoire qu'il existait «un pivot géographique» qu'il dénomma le *Heartland* (le coeur du monde) correspondant à la zone intérieure de l'Eurasie. Selon lui, le contrôle de ce pivot donnait la maîtrise de toute l'Eurasie qui constituait une «île mondiale» (*world island*) entourée d'océans, et, en définitive, celle de toute la planète. Il résuma sa pensée dans une formule restée célèbre : «Qui contrôle le coeur du monde commande à l'île du monde, qui contrôle l'île du monde commande au monde.» La conception de Mackinder était celle d'un Anglais, donc d'un insulaire, opposant les puissances continentales aux puissances maritimes, celles-ci étant séparées par une zone-tampon qui forme une ceinture autour de l'Eurasie.

L'Américain Nicolas Spykman (1893-1943) reprit la conception de Mackinder, mais il en rejeta les conclusions concernant l'importance du pivot

géographique. Il considérait que la maîtrise du monde se jouait dans la ceinture séparant les puissances terrestres des puissances maritimes, qu'il dénomma *Rimland*. Sa théorie eut une grande influence sur la politique étrangère américaine après 1945, qui tenta d'empêcher une mainmise de l'U.R.S.S. sur cet anneau maritime par la stratégie de l'endiguement avec la création d'organisations de défense régionales : en Europe l'O.T.A.N., en Asie l'O.T.A.S.E. (organisation du traité de l'Asie du sud-est) puis l'A.S.E.A.N. (association des Etats du sud-est asiatique), au Moyen-Orient le C.E.N.T.O. (organisation du traité central).

Si on regarde sur une carte du monde, on constate en effet que la péninsule balkanique est intégrée dans une ceinture péninsulaire beaucoup plus vaste qui entoure le bloc eurasiatique. Elle comprend en Europe, la Scandinavie, l'Espagne, l'Italie, la Grèce, et se poursuit en Asie avec la Turquie, la péninsule arabique, l'Inde, l'Asie du sud-est et la Corée.¹

Comme toutes les «marches» péninsulaires, la péninsule balkanique constitue un lieu de rencontre entre la terre et la mer et, par conséquent un terrain de confrontation potentiel entre une puissance continentale intra-européenne et une puissance maritime extra-européenne². A la différence des autres composants de la ceinture péninsulaire cités plus haut, excepté la botte italienne et la Turquie, elle est bordée par des mers fermées ou enclavées. Les routes maritimes qui la longent, forment un «V», dont la branche de gauche correspond à la route de l'Adriatique et la branche de droite à celle venant de la mer Noire et empruntant la mer Egée. Elles se rejoignent à la base du «V» dans la mer Méditerranée après avoir traversé : la première, le canal d'Otrante entre la Grèce et l'Italie ; la seconde, les détroits du Bosphore et des Dardanelles et le réseau dense d'îles de la mer Egée (Sporades, Cyclades). Ces voies maritimes partent des grands ports donnant accès à l'Europe centrale (Trieste) et à l'espace russo-ukrainien (Sébastopol, Odessa). Le sud de la péninsule balkanique, constitué par la Grèce qui se termine au cap

¹ Célérier (Pierre), *Géopolitique et Géostratégie*, Presses Universitaires de France, collection «Que sais-je», N° 693, 1955, pp. 102-103.

² La Grande Bretagne appartient à la seconde catégorie si l'on considère qu'elle ne fait pas partie de la masse continentale européenne.

Matapan et l'île de Crète, permet d'exercer une menace directe sur les voies maritimes qui empruntent la Méditerranée orientale.

La péninsule balkanique représente donc un véritable pivot géographique régional, dont le contrôle permet d'obtenir la maîtrise des liaisons terrestres et maritimes qui relient les espaces européens, nord-africains et moyen-orientaux. Pour une puissance maritime, elle constitue une tête de pont dans la masse européenne et, pour une puissance continentale, le passage obligé vers le monde extérieur.

Au cours du XIX^{ème} siècle, elle fut le terrain de deux ambitions stratégiques qui s'opposèrent diamétralement. La Russie tsariste s'efforça d'obtenir un accès direct en Méditerranée en profitant du déclin de l'Empire ottoman. Son objectif était d'obtenir le contrôle des détroits du Bosphore et des Dardanelles qui bloquaient sa flotte de la mer Noire. La politique de la Grande Bretagne fut de l'en empêcher, surtout à partir de l'ouverture du canal de Suez en 1869 en vue de contrer une menace directe sur la route des Indes. La rivalité russo-britannique aboutit d'ailleurs à une guerre entre les deux puissances de 1854 à 1856 auquel participa la France aux côtés de la puissance maritime lors de la campagne de Crimée. A la poussée russe succéda la menace allemande lorsque l'Allemagne constitua avec l'Autriche-Hongrie, en 1879, une alliance militaire dirigée principalement contre la Russie et, dans une moindre mesure, contre la France. Un bloc continental puissant (les «puissances centrales») s'était formé, qui disposait d'une fenêtre sur la Méditerranée et, depuis l'occupation de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche-Hongrie après le congrès de Berlin de 1878, d'un pied dans les Balkans. Pour contrer cette menace, la Grande Bretagne dut se rapprocher de la France en 1904 et de la Russie en 1907 en formant la Triple-Entente. A la différence du bloc adverse qui, outre son homogénéité (deux monarchies) disposait de l'avantage appréciable de lignes de communication intérieures et de la possibilité d'une concentration de ses forces, la nouvelle coalition militaire était hétérogène (une France républicaine alliée à une Russie autocrate) et dispersée. La Russie était coupée géographiquement de ses deux alliés et ne communiquait avec elles que par deux routes maritimes, dont l'une empruntait les détroits turcs et la Méditerranée. De ce fait, la péninsule balkanique devenait un enjeu stratégique essentiel dans une guerre européenne. Les deux

guerres mondiales du XXème siècle mirent en avant son importance comme carrefour entre l'Occident et l'Orient et comme pivot géographique dans le cadre d'une stratégie globale en Méditerranée.

22 - Un carrefour stratégique entre l'Occident et l'Orient

L'entrée en guerre de l'Empire ottoman aux côtés des puissances centrales, à la fin de 1914, si elle ne fut pas de nature à bouleverser le rapport des forces en Europe, représenta cependant un facteur majeur. Car, si sa puissance militaire semblait insuffisante pour menacer directement la Russie, il constituait un atout majeur dans la stratégie des puissances centrales en leur permettant de couper la route maritime qui liait la Russie à ses alliés occidentaux. La route de la mer Noire coupée, le ravitaillement de la première par les secondes en armes et en munitions ne pouvait se faire que par celle de l'océan arctique, qui était impraticable en hiver et plus longue. D'autre part, il donnait un véritable tremplin aux Allemands pour menacer les intérêts britanniques au Moyen-Orient. Le canal de Suez était proche des possessions turques de Palestine et la Perse, glacis protecteur de l'Inde, était vulnérable à une offensive. La possession d'une partie des rivages de Méditerranée orientale permettait en outre de disposer de points d'appui nombreux pour exercer une menace sous-marine. Alors qu'elle devait subir une guerre sur deux fronts entraînant une dispersion de ses efforts militaires, l'entrée en guerre de la Turquie donnait à l'Allemagne l'occasion d'étendre son activité militaire vers l'Orient et de contraindre la Grande Bretagne à consacrer une grande partie de ses ressources à la défense de son empire, les détournant ainsi du front principal en France.

Consciente du risque de voir les puissances continentales prendre le contrôle de la péninsule balkanique et voulant rouvrir la route de la mer Noire, afin de soutenir l'effort militaire de son allié russe, alors que l'espoir d'une guerre courte sur le front occidental s'évanouissait, la coalition maritime

décida, au début de 1915, d'intervenir dans la région. Mais des divergences apparurent sur le lieu de l'intervention et ses modalités. La Grande Bretagne souhaitait entreprendre une action directe dans la zone des détroits au moyen d'une opération combinée associant la flotte et un corps de débarquement.¹ La France préférait envoyer un contingent dans les Balkans en vue de soutenir l'allié serbe et de rallier les Etats neutres de la région (Roumanie, Grèce, et Bulgarie) tout en établissant une liaison terrestre avec la Russie et en isolant l'Empire ottoman. La conception française de la direction de la guerre en Orient était de loin supérieure, parce que le théâtre balkanique permettait une concentration des efforts avec la Russie contre le maillon faible de la coalition continentale, l'Autriche-Hongrie. En dépit de ses avantages, les Britanniques estimèrent qu'elle n'avait aucune chance de succès à moins d'engager des effectifs très importants - 300 à 400 000 hommes - et ils continuèrent à croire que c'était d'abord contre la Turquie qu'il fallait porter l'effort principal en Orient. Ce choix était conforme à leur politique traditionnelle visant à contrôler les détroits et à contrecarrer les visées russes.

Les Britanniques obtinrent gain de cause et une expédition contre les Dardanelles fut entreprise. Commencée le 18 février 1915, elle comporta deux phases qui se terminèrent par des échecs : l'une navale, qui échoua devant la défense acharnée des forts turcs et l'efficacité des barrages de mines flottantes ; l'autre terrestre, avec un débarquement sur la presqu'île de Gallipoli le 25 avril, qui dura jusqu'à la fin de l'année et s'acheva par un nul sanglant.²

Tandis que l'expédition des Dardanelles aboutissait à une impasse militaire, les empires centraux orientèrent leurs efforts vers l'Orient. Après avoir

¹ En 1807, l'escadre de l'amiral Duckworth avait forcé les détroits, mais avait échoué devant Constantinople. Ce précédent historique a sans doute inspiré Churchill qui a été, contre l'avis de l'amirauté, l'initiateur du projet.

² Le général d'Amade, commandant le contingent français, était hostile au plan du général en chef britannique Hamilton de forcer les défenses turques dans la presqu'île étroite de Gallipoli, où aucune manoeuvre n'était possible. Il souhaitait que l'attaque eût lieu par la rive asiatique, beaucoup moins bien défendue. Il posa le problème ainsi : les Dardanelles sont-elles la clé de Constantinople ou Constantinople la clé des Dardanelles ? Il répondit par l'affirmative à la seconde. D'Amade privilégiait ainsi la prise de Constantinople à celle des détroits à l'inverse du haut-commandement britannique qui considérait que sa mission était d'ouvrir la route à la flotte. Liddell Hart a considéré que l'expédition des Dardanelles résultait au départ d'une conception saine et de vaste portée, mais qu'elle fut entravée par une série d'erreurs d'exécution à peu près jamais égalées, selon lui, dans l'histoire de la Grande Bretagne. Liddell Hart (Basil H.), *La Guerre mondiale racontée par un Anglais*, Payot, 1932, p. 160.

infligé des défaites sévères à l'armée russe au cours du premier semestre de 1915, ils lancèrent une campagne dans les Balkans, afin d'établir une liaison directe avec l'Empire ottoman qui suivait le tracé de la ligne de chemin de fer par Belgrade et Sofia («l'Orient-Express»). L'objectif militaire était d'écraser la Serbie avec le concours de la Bulgarie restée jusque là neutre.

Pour venir en aide à la Serbie, qui avait résisté victorieusement aux premières offensives austro-hongroises à la fin de 1914, et prendre à revers l'Autriche-Hongrie, la France envisagea de débarquer un corps expéditionnaire à Salonique, mais ce projet nécessitait la participation de certains Etats balkaniques. L'Entente espérait ainsi obtenir le concours actif de la Grèce, de la Roumanie et de la Bulgarie. La Grèce hésita à sauter le pas et exigea le concours de la seconde ¹. La Roumanie et la Bulgarie posèrent, en échange de leur entrée en guerre, des conditions territoriales difficiles à satisfaire. La première, par un accord secret du 1er octobre 1914 conclu avec la Russie, s'était vue promettre, en échange de sa neutralité bienveillante à l'égard de sa voisine, l'annexion de la Transylvanie hongroise après la victoire. ² Cet accord dissuadait les Roumains d'entrer en guerre aux côtés des Alliés en 1915, puisqu'ils étaient quasiment assurés à l'avance d'atteindre leur principal but de guerre. Les Bulgares exigèrent la récupération de la Macédoine et de la Thrace perdues contre la Serbie et la Grèce lors de la deuxième guerre balkanique. La Serbie étant en guerre aux côtés de l'Entente et la Grèce étant susceptible de l'être, une telle revendication fut presque impossible à satisfaire, quoique certains ministres alliés y songèrent sérieusement. ³ Les politiques des puissances de l'Entente à l'égard des pays balkaniques n'étaient

¹ Pingaud (Albert), *Histoire diplomatique de la France pendant la Grande Guerre*, tome 1, Paris, éditions Alsatia, 1937, p. 214, et, du même auteur, «Le second ministère Vénizelos (24 août-5 octobre 1915) et les origines de l'expédition de Salonique», *Revue d'Histoire de la Guerre Mondiale*, Paris, N° 2, avril 1934, p. 133. Le Président du Conseil grec Vénizelos avait proposé aux Alliés d'entrer en guerre à leur côté, en août 1914, mais sa proposition avait été rejetée en raison de l'opposition de l'Angleterre, qui redoutait les visées grecques sur Constantinople et qui voulait maintenir la Turquie dans la neutralité pour l'empêcher d'attaquer le canal de Suez. Voir Lowe (C.J.), «The failure of British Diplomacy in the Balkans. 1914-1916», *Canadian Journal of History*, vol. IV, N° 1, mars 1969, p. 76.

² Pingaud (Albert), *Histoire diplomatique de la France pendant la Grande Guerre*, tome 2, p. 343.

³ Notamment le ministre français des Affaires Etrangères, Théophile Delcassé, qui fut en France le partisan le plus engagé dans la recherche d'une alliance avec la Bulgarie.

pas dénuées d'arrière-pensées ni de contradictions. Les intérêts de la France la conduisaient à privilégier *a priori* la Grèce et la Serbie, et à favoriser une alliance entre les deux pays. La Grande-Bretagne se sentait moins concernée par la situation dans les Balkans. Seule la question des détroits l'intéressait vraiment. Dépitée par l'entrée en guerre de la Turquie aux côtés des puissances centrales, elle chercha à rallier la Bulgarie pour empêcher l'établissement d'une liaison terrestre par Sofia. En outre, sa diplomatie, très bulgarophile, inclinait naturellement vers une alliance avec ce pays, dont elle ne discernait ni les contradictions ni les pièges et dans laquelle elle réussit à entraîner la France. La Russie était quant à elle obsédée par la question de Constantinople. En mars 1915, elle avait obtenu de manière inespérée et inattendue de la Grande-Bretagne, qui plaça par la même occasion la France devant le fait accompli, la promesse de contrôler la ville après la guerre. Le traité secret de Londres du 26 avril 1915, outre le littoral dalmate et albanais qui devait être cédé à l'Italie pour prix de son entrée en guerre, avait confirmé la cession de Constantinople à la Russie. L'accord secret de Londres mit en évidence la contradiction de la politique franco-britannique qui, tout en cherchant à gagner à elle les Etats balkaniques, allait à l'encontre de leurs intérêts. ¹ Menée par la Grande-Bretagne, la politique franco-britannique cherchait en effet à rallier la Bulgarie au mépris des engagements pris avec les autres pays de la région. En juillet 1915, les deux gouvernements demandèrent à la Serbie et à la Grèce de rétrocéder les territoires pris à la Bulgarie deux ans auparavant. Cette maladresse ne fit qu'aggraver la méfiance des deux alliés balkaniques. ²

La Bulgarie choisit finalement son camp. Le 4 septembre 1915, elle signa un traité, complété deux jours après par une convention militaire, qui la faisait entrer en guerre aux côtés des centraux. Le plan allemand prévoyait une offensive convergente contre la Serbie, menée au nord par deux armées

¹ Lowe (C.J.), «The failure of British Diplomacy in the Balkans. 1914-1916», *Canadian Journal of History*, vol. IV, N°1, mars 1969, p. 83.

² L'inertie des opérations offensives de l'armée serbe durant la premier semestre de 1915, qui contrastait avec les victoires impressionnantes de 1914, était due aux interrogations des Serbes sur les mobiles réels de la politique franco-britannique dans les Balkans. Guérin (Jean-Pierre), *Les relations franco-serbes pendant la Première Guerre mondiale (août 1914-avril 1916)*, Mémoire, Paris, Faculté des Lettres, 1967, p. 54.

austro-allemandes ¹, et à l'est par l'armée bulgare. Face à une telle supériorité de forces (600 000 hommes contre 200 000) combinée à l'attaque de son flanc, le destin de la Serbie était scellé. Pour y répondre, la France jeta en toute hâte une division transférée des Dardanelles (la 156ème du général Bailloud), qui débarqua à Salonique le 5 octobre, le jour où la Bulgarie déclara la guerre à la Serbie. Elle fut suivie le 12 par les premiers éléments de la 57ème D.I. venue de France avec le général Sarrail nommé commandant en chef de l'armée d'Orient, et au début de novembre, par la 122ème D.I., tandis que les Britanniques n'envoyèrent qu'une seule division au mois d'octobre. Avec des forces aussi faibles et arrivant en ordre dispersé, les alliés ne pouvaient pas espérer faire grand chose. Les forces françaises remontèrent la vallée du Vardar dans l'espoir de joindre l'armée serbe, mais les Bulgares s'emparèrent les premiers de la région d'Uskub (Skoplié) et de Monastir (Bitolj), empêchant la réalisation de ce plan et contraignant l'armée serbe, privée de sa ligne principale de communication, à une retraite par l'Albanie en direction de l'Adriatique. Menacée à son tour d'être enveloppée, l'armée d'Orient dut retraiter en décembre vers Salonique transformé en camp retranché.

Les opérations de l'année 1915 montrèrent l'asymétrie entre la stratégie de la coalition continentale et celle de la coalition maritime. La première eut un objectif stratégique clair, une diplomatie efficace qui fit pencher la Bulgarie de son côté, et elle profita à plein de la disposition de lignes intérieures pour concentrer rapidement d'importants moyens militaires. Au contraire, la coalition maritime ne sut pas choisir à temps le point le plus judicieux pour y appliquer ses efforts, sa diplomatie ignora les réalités d'une situation politique complexe issue des guerres balkaniques, la nature du théâtre et l'absence de facilités portuaires ² entravèrent son intervention qui se limita à envoyer des détachements successifs.

¹ L'armée allemande von Gallwitz (7 divisions) et l'armée austro-hongroise von Koevess (3 divisions allemandes, 4 divisions austro-hongroises).

² Salonique a été l'unique port utilisé par les alliés pour y débarquer des troupes et les ravitailler, parce qu'étant le seul situé à proximité de la ligne de chemin de fer du Vardar. Le président du Conseil grec, Vénizelos, était favorable au débarquement de troupes alliées à Salonique ainsi qu'à l'entrée en guerre de la Grèce aux côtés des alliés, mais le souverain grec, Constantin (beau-frère de Guillaume II), y était fermement opposé. Le second révoqua le premier au moment où les troupes françaises débarquèrent. Le refus des gouvernements français et britannique d'évacuer le camp retranché de Salonique à la fin de 1915 créa un imbroglio politique et juridique, puisque des forces militaires étrangères en guerre contre des Etats tiers étaient présentes sur le territoire d'un Etat officiellement neutre. La position des

Comme l'a écrit l'amiral Castex, «la manoeuvre de l'ennemi a primé la contre-manoeuvre de la coalition maritime en vertu de sa supériorité dans les domaines du nombre, de l'initiative des opérations et de la vitesse... La mer n'a pu mordre sérieusement sur la terre. Ses vagues trop faibles [ont reflué] vers le rivage, dans un jusant impuissant.»¹

Au cours des deux années qui suivirent, Paris et Londres furent en désaccord sur la direction de la guerre en Orient. Les Français considérèrent que la stratégie alliée dans les Balkans devait être fondée sur la recherche d'une combinaison des forces franco-britanniques, renforcées par l'armée serbe reconstituée à Corfou et des contingents russes et italiens, avec le front russo-roumain. Le printemps et le début de l'été de 1916 furent en effet marqués par de grandes manoeuvres diplomatiques autour de la Roumanie, qui entra en guerre aux côtés des alliés à la fin de l'été, mais dans des conditions qui conduisirent à un échec. Les Roumains voulurent attaquer les Austro-Hongrois en Transylvanie et non les Bulgares, alors que l'offensive russe en Galicie, déclenchée deux mois plus tôt, s'était essoufflée. Après quelques succès initiaux, ils furent refoulés sur la ligne du Sereth et durent abandonner les deux-tiers de leur territoire avec leur capitale. Privé du concours roumain au nord, l'armée d'Orient ne put entreprendre qu'une offensive limitée qui aboutit à la libération de Monastir (Bitolj) en territoire serbe. La liaison entre les puissances centrales et la Turquie resta ouverte.

Les Britanniques, après avoir défendu à la fin de 1915 l'idée d'un retrait des Balkans, se rallièrent au maintien des forces alliées à Salonique. Ils furent cependant hostiles à toute idée d'offensive contre la Bulgarie, afin de sauvegarder la neutralité grecque et parce qu'ils estimèrent que les effectifs alliés étaient insuffisants pour y parvenir, mais trop nombreux à ravitailler. Leur

alliés étaient d'autant plus délicate que les forces adverses s'arrêtèrent sur la frontière grecque. Leur présence était justifiée, à défaut d'être légitimée, par la nécessité de venir en aide à la Serbie, que la Grèce n'avait pas voulu secourir en dépit du traité d'assistance mutuelle du 1er juin 1913 qui la liait à elle.

¹ Castex (Amiral), *Théories stratégiques*, tome V, Paris, Economica, 1997, p. 390.

Lloyd George prononça aux Communes, le 20 décembre 1915, un discours fameux dans lequel il expliqua les échecs des Alliés aux Dardanelles, dans les Balkans et en Mésopotamie au cours de l'année : «Dans cette guerre, les forces alliées ont été suivies pas à pas par le spectre moqueur du Trop Tard !» Lloyd George (David), *Mémoires de guerre*, tome 1, Paris, Fayard, 1934, p. 504. Cité dans Fassy (Chef de Bataillon), *Le haut-commandement français dans les Balkans (1915-1918)*, Thèse de doctorat, Université de Paris 1, 1998, p. 34.

politique visa dès lors à réduire leurs forces en Macédoine ¹. Arguant d'une menace turque en Mésopotamie, ils réussirent, en dépit de l'opposition française, à retirer au cours de l'été de 1917 deux divisions et une partie de l'artillerie lourde pour les transférer en Palestine ² où ils disposaient déjà d'une supériorité face aux Turcs, qui étaient sur la défensive, mal ravitaillés, et dont le moral était grandement atteint par leurs dernières défaites. L'intention du gouvernement britannique fut en fait de renforcer les fronts moyen-orientaux en vue d'une offensive majeure. ³

La désagrégation de la Russie, dont les effets se firent sentir dès le début de 1917 et qui conduisit à son retrait au début de 1918 (traité de Brest-Litovsk du 3 mars), condamna le front des Balkans à rester un front

¹ En août 1916, les forces britanniques représentèrent cinq divisions d'infanterie, une brigade d'infanterie et une brigade de cavalerie, soit 119 000 hommes. Si on y ajoute l'armée française d'Orient qui comptait quatre D.I. (la 17^{ème} division coloniale était venue s'ajouter aux trois premières au printemps), une brigade de cavalerie et des éléments d'armée, soit 115 000 hommes, l'armée serbe (six D.I. et une division de cavalerie, 122 000 hommes), les contingents italiens et russes (respectivement une division et une brigade, 16 000 et 10 000 hommes), les effectifs alliés totalisèrent 382 000 hommes. Etat-Major de l'Armée, *Les armées françaises dans la Grande Guerre*, tome 8, vol. 1, appendice 13, Imprimerie nationale, 1923, pp. 558-560.

² Qu'en était-il vraiment ? Si on examine les rapports de force et l'état des communications, on constate que cette menace fut grandement exagérée. En 1917, l'armée turque de Mésopotamie compta en moyenne six divisions et, dans le cas d'un renforcement sensible de ses effectifs, les Turcs devaient entreprendre des travaux importants pour améliorer les communications existantes et rassembler des moyens logistiques considérables pour son ravitaillement.

A la mi-juillet 1917, les forces turques de Mésopotamie comptèrent 31 000 combattants et 116 canons, dont 26 lourds, face à 73 000 Britanniques disposant de 194 canons, dont 60 lourds. S.H.A.T., 16 N 3264-2, note sur la «ligne de conduite à tenir contre la Turquie», 21/07/17.

Liddell Hart écrivit sur l'importance accordée au front de Mésopotamie à partir de 1917 que «son développement fut un autre exemple de cette «marche à la dérive» due aux défauts inhérents à la machinerie britannique pour la conduite de la guerre». Liddell Hart (Capitaine Basil H.), *La Guerre mondiale racontée par un Anglais*, Payot, 1932, p. 180.

³ L'armée du général Allenby compta, à la fin de juin 1917, sept divisions d'infanterie, deux divisions montées, deux divisions de cavalerie, soit un peu plus de 100 000 hommes. A la même période, les forces turques de Palestine atteignirent à peine 70 000 hommes sur un front d'une centaine de kilomètres. Quelques unités allemandes de l'«AsienKorps» étaient à leurs côtés pour les épauler. La supériorité britannique fut encore plus marquée pour l'artillerie. Au mois d'août 1917, l'armée britannique de Palestine disposait de 42 canons de montagne, 224 pièces de campagne et de 106 pièces lourdes face à 215 canons, dont 18 lourds. Sur l'état des forces en Palestine, Etat-Major de l'Armée, *Les Armées françaises dans la Grande Guerre*, tome 9, vol. 1, Imprimerie nationale, 1934, pp. 136 à 138 ; S.H.A.T., 16 N 3264-2, note sur la «ligne de conduite à tenir contre la Turquie», 21/07/17.

Le général Maurice, qui fut directeur des opérations militaires au War Office en 1917, déclara dans un ouvrage paru après la guerre que les fronts de Mésopotamie et de Palestine, qui absorbèrent «plus de 2 000 000 d'hommes [durant toute la guerre], pour vaincre 400 000 Turcs» furent un «gaspillage de forces». Maurice (Major General Sir F.), *La stratégie britannique*, Paris, Payot, 1931, p. 76.

secondaire, immobilisant des moyens importants pour des résultats nuls.¹ L'échec d'une nouvelle offensive alliée pour rompre le front bulgare, au cours du printemps de 1917, conforta les vues britanniques. La stratégie du bloc continental sembla payante. Avec des effectifs réduits (trois divisions et quelques unités de spécialistes) aux côtés des Bulgares, l'Allemagne contrôla la péninsule balkanique, sauf la Grèce, et immobilisa les forces de la coalition maritime.² Cette situation dura jusqu'à l'automne de 1918 où se produisit un événement inattendu et décisif : le 15 septembre, une attaque franco-serbe dans le secteur montagneux de la Mogléna, entre les vallées de la Cerna et du Vardar où l'adversaire s'attendait à être attaqué, réussit à rompre son dispositif et à le couper en deux, entraînant l'effondrement de l'armée bulgare, considérée comme la meilleure des Balkans³. Deux semaines après le déclenchement de l'offensive alliée, la Bulgarie dut capituler (29 septembre). La liaison entre Berlin et Constantinople fut coupée et l'Autriche-Hongrie directement menacée. Isolé alors que ses forces furent battues en Palestine et en Mésopotamie, l'Empire ottoman capitula le 30 octobre, suivi le 3 novembre par l'Autriche-Hongrie qui était en pleine décomposition. Il ne resta plus à l'Allemagne qu'à signer à son tour un armistice le 11 novembre. Né dans les Balkans, le conflit se termina par les Balkans.⁴

¹ A la fin de 1916 et au début de 1917, l'armée française d'Orient reçut le renfort de quatre autres divisions qui s'ajoutèrent aux quatre déjà présentes : les 11ème et 16ème divisions d'infanterie coloniale en novembre-décembre 1916, les 30ème et 76ème divisions d'infanterie en janvier 1917. Une brigade russe et une brigade italienne supplémentaires arrivèrent en Macédoine au cours de l'automne de 1916. Au 1er mars 1917, les armées alliées d'Orient représentèrent près de 600 000 rationnaires et 249 bataillons face à 400 000 Germano-Bulgares et 238 bataillons. Avec un tiers d'effectifs supérieurs les forces alliées n'alignaient guère plus de combattants en raison de l'importance numérique des troupes chargées du soutien logistique tandis que les Bulgares combattaient près de leur pays. S.H.A.T., 16 N 3139-3, note du Bureau des T.O.E. sur les «Armées Alliées de Salonique au 1er mars 1917», 21/03/17 ; *ibid.*, 16 N 3136-7, «Tableau des forces ennemies opposées à l'armée serbe puis à l'armée d'Orient depuis le début de la campagne».

² Faisant allusion à l'immobilisation des forces alliées à Salonique, le chef du Grand Etat-Major allemand, von Falkenhayn, parla au début de 1916 du «plus grand camp d'internement allié.»

³ Les Bulgares étaient surnommés les «Prussiens des Balkans».

⁴ Le chef d'état-major allemand de cette époque, Ludendorff, parle dans ses mémoires «des événements qui se déroulèrent sur le front bulgare à partir du 15 septembre, et qui scellèrent le destin de la Quadruple.» Ludendorff (General Erich), *Souvenirs de guerre*, tome 2, Paris, Payot, 1920, p. 300. Cité dans Fassy (Chef de Bataillon), *le haut-commandement français en Orient (1915-1918)*, Thèse de doctorat, Université de Paris 1, 1998, p.561.

La guerre sur le front balkanique fut une lutte longue, qui demanda, comme en France, de l'opiniâtreté et de la patience pour donner des résultats. Après l'échec de la première campagne de Serbie, il y eut la possibilité d'évacuer sans trop de dommages la région. Sous la pression des Français, les forces alliées restèrent à Salonique. Le choix du maintien fut entériné par les gouvernements français successifs, y compris celui de Clemenceau en 1918 qui fut pourtant un adversaire déclaré du front balkanique. Le constat est donc clair : ce fut la France qui porta à bout de bras l'expédition balkanique malgré l'opposition de ses alliés, surtout des Britanniques. Elle y consentit de lourds sacrifices, car elle avait déjà beaucoup de mal à satisfaire aux besoins prioritaires du front français, où se jouait sa survie. L'un des paradoxes flagrants de cette guerre fut précisément de voir la France, puissance continentale dont le territoire était en partie occupé, envoyer une partie de ses moyens militaires sur un autre front, alors que la Grande Bretagne, puissance maritime qui disposait de moyens adaptés à une telle expédition, notamment sur le plan logistique, rechigna à le faire. L'expédition balkanique fut, en 1915, au-dessus des moyens de la France et il fallut attendre trois ans pour que l'armée d'Orient parvint à un niveau de puissance et d'efficacité suffisant pour produire aux côtés de ses alliés un effet décisif, alors qu'elle dut lutter contre une armée bulgare bien entraînée, pourvue d'un armement moderne et appuyée par des divisions austro-allemandes.

La guerre en Orient montra le poids de la logistique dans les opérations militaires menées sur des théâtres extérieurs. Projetées loin de leurs métropoles, les troupes alliées furent tributaires de leurs lignes de communication. Plus d'un quart de leur effectif global fut affecté à des tâches logistiques, ce qui expliqua, même en 1918, leur supériorité numérique relative. La contrainte logistique permanente, qui pèsait sur elles, illustra l'importance de la maîtrise des espaces maritimes dans une guerre moderne caractérisée par la notion de projection de forces. L'aventure balkanique fut possible grâce au contrôle de la Méditerranée par les flottes franco-britanniques. Elle fut menacée en 1917, comme les opérations du front occidental, par la guerre sous-marine à outrance décrétée par l'Allemagne.¹ Le théâtre des Balkans

¹ L'offensive sous-marine allemande atteignit son paroxysme en avril 1917 quand 874 000 tonnes furent coulées, dont 268 000 en Méditerranée, ce qui représenta pour celle-ci 411

illustra la nécessité d'une interaction entre les stratégies terrestre et maritime dans les zones péninsulaires.

La campagne d'Orient montra également l'importance du front balkanique dans un conflit général européen. Même si l'expédition de la coalition maritime fut trop tardive en 1915 et ne put secourir à temps les Serbes, elle contribua à ouvrir un nouveau front et à contraindre la coalition continentale, dont les ressources humaines et matérielles étaient inférieures aux siennes, à les disperser. Cette guerre étant une guerre d'usure, le front balkanique permit de soulager les fronts dits principaux et, lorsque les empires centraux commencèrent à se désagréger, à porter contre le plus fragile d'entre eux, la Bulgarie, le coup final.

23 - Un pivot géographique dans le cadre d'une stratégie globale en Méditerranée

La victoire d'Orient de 1918 servit de fondement, au début des années Trente, à l'élaboration d'un plan par l'Etat-Major français, qui visa à s'assurer du contrôle de Salonique dans l'hypothèse d'une nouvelle guerre européenne. Le débat sur la nécessité d'ouvrir ou non un front dans les Balkans se ralluma au cours de la Seconde Guerre mondiale. Les opérations qui s'y déroulèrent furent moins décisives qu'au cours du conflit précédent, mais elles mirent une nouvelle fois en valeur l'importance des zones péninsulaires dans une lutte opposant un «perturbateur continental», pour reprendre l'expression de Castex, à une coalition maritime. En 1939 et au début de 1940, les Français envisagèrent l'envoi d'un corps expéditionnaire dans les Balkans, mais les Britanniques, ne retenant que les difficultés de la campagne balkanique antérieure, refusèrent de s'engager dans une telle

navires coulés, soit plus de 13 navires par jour en moyenne. Au cours du même mois, le ravitaillement des armées alliées d'Orient nécessita 150 navires jaugeant 600 000 tonnes.

entreprise.¹ Ils y furent contraints, mais seuls, quand les Italiens puis les Allemands attaquèrent la Grèce et la Yougoslavie en 1941. Les conditions dans lesquelles se déroulèrent les opérations furent différentes de celles de 1915.

La stratégie allemande visa à contrôler toute la péninsule, Grèce et Crète comprises, afin de disposer de bases navales et aériennes permettant de s'affranchir de l'espace maritime méditerranéen et d'appuyer des opérations terrestres en direction du Moyen-Orient, dont la possession devait permettre à la puissance continentale de dominer l'Eurasie, se substituant ainsi à la puissance maritime. La Turquie étant neutre, l'Allemagne ne pouvait atteindre cet objectif ultime, qui lui avait échappé au cours du conflit précédent, que par le Caucase et l'Afrique du Nord. Grâce à la position centrale de l'Italie et à la conquête de la péninsule balkanique, les forces aériennes et maritimes de l'Axe étaient en mesure de disputer la maîtrise de la Méditerranée à la flotte britannique et d'appuyer un corps expéditionnaire devant s'emparer du canal de Suez et de la Palestine. Ayant battu la France, l'Allemagne put concentrer une grande partie de son armée dans les Balkans, en particulier ses forces blindées et aériennes qui lui permirent de surclasser très nettement les armées yougoslave et grecque.² Elle disposait d'un allié méditerranéen, l'Italie, qui tenait l'Albanie, dont l'apport militaire résidait davantage dans la possession d'une flotte et d'une aviation modernes, que dans une armée qui avait montré ses limites contre la France et lors des campagnes de Grèce et de Cyrénaïque à la fin de 1940.³

¹ Mourélos (Yannis G.), *Fictions et réalités. La France, la Grèce et la stratégie des opérations périphériques dans le sud-est européen (1939-1940)*, Thessaloniki, Institute for Balkan Studies, 1990, pp. 15 et 18.

² Face à la trentaine de divisions allemandes, dont la moitié blindées et motorisées, appuyées par plus de 1500 chasseurs et bombardiers modernes, l'armée yougoslave ne put aligner, faute d'une mobilisation menée à temps, que 17 divisions d'infanterie insuffisamment pourvues d'armes modernes, notamment anti-chars et anti-aériennes, et moins de 500 appareils de combat surclassés techniquement, tandis que l'armée grecque mit en ligne seize divisions équipées d'un matériel vétuste et 180 avions d'un type ancien.

³ La flotte italienne était supérieure en nombre à la flotte britannique présente en Méditerranée. Sa supériorité était d'autant plus sensible qu'elle avait l'avantage d'occuper une position centrale avec toutes les ressources que lui offraient ses arsenaux métropolitains, tandis que l'amirauté britannique devait répartir ses forces en deux escadres basées à Gibraltar et Alexandrie. Mais en agissant avec audace et par surprise, le haut-commandement britannique prit rapidement l'ascendant sur son vis-à-vis, jusqu'à l'attaquer dans son repaire de Tarente, durant la nuit du 11 au 12 novembre 1940, avec les avions du porte-avions «Illustrious», qui lui infligèrent des pertes sensibles.

L'autre changement notable par rapport à 1915 fut l'acceptation par les autorités grecques de la présence d'un corps expéditionnaire britannique sur leur territoire. 50 000 hommes débarquèrent en mars 1941 dans les ports du Pirée et de Volo.¹ La puissance maritime disposa donc de facilités portuaires et logistiques importantes.

Voulant rétablir la situation de son allié et craignant la menace d'attaques aériennes britanniques depuis la Grèce contre les champs de pétrole roumains, Hitler décida d'intervenir. Au cours d'une campagne éclair, la puissance continentale démontra une nouvelle fois sa supériorité tactique.

Comme la Serbie en 1915, la Yougoslavie fut à l'avance condamnée par l'encerclement stratégique de son territoire. Après l'occupation de la Bessarabie et de la Bukovine roumaines par l'Union soviétique en juin 1940, la puissance continentale avait facilement persuadé la Hongrie, la Roumanie et la Bulgarie d'adhérer au pacte tripartite (Allemagne, Italie, Japon) et d'accepter la présence de la Wehrmacht sur leur territoire sous le prétexte de les protéger. Déclenchée le 6 avril 1941, l'offensive (nom de code Marita) fut foudroyante. Trois semaines suffirent aux forces allemandes pour s'emparer de toute la péninsule, alors qu'il avait fallu trois mois aux puissances centrales pour écraser la seule Serbie vingt-six ans auparavant. Un mois plus tard, grâce à une opération aéroportée de grande ampleur (nom de code Mercure), elles occupèrent l'île de Crète. La puissance continentale put ainsi disposer au milieu de la Méditerranée orientale d'un véritable porte-avions permettant à la Luftwaffe d'étendre sa couverture aérienne jusqu'à la côte africaine et

Déclenchée le 28 octobre 1940, l'attaque italienne contre la Grèce depuis l'Albanie échoua devant la résistance énergique de l'armée grecque, plus apte à la guerre en montagne, qui refoula à partir de la mi-novembre les éléments adverses en arrière de leurs positions de départ.

En deux mois de campagne (début décembre 1940 -début février 1941), l'armée britannique d'Égypte, forte de 50 000 hommes, mais très mobile (articulée autour de la 7^{ème} division blindée) et commandée par des chefs énergiques (Wavell, O'Connor, Creagh), infligea aux forces italiennes de Graziani de loin supérieures en nombre (150 000 hommes) une série de défaites les faisant retraiter de Cyrénaïque en Tripolitaine et obligeant les Allemands à envoyer sur place deux divisions sous le commandement de Rommel, noyau dur du futur «Afrika Korps», afin de rétablir la situation.

¹ Londres proposa à Athènes le concours de ses forces après l'attaque italienne à la fin de 1940. Le général Metaxas, qui exerçait une dictature de fait sur le pays depuis sa nomination à la présidence du Conseil par le roi Georges II en 1936, refusa. Ce n'est qu'après sa mort, en janvier 1941, que son successeur, Korysisis, adopta une politique plus flexible à l'égard de Londres et accepta la proposition britannique.

d'intercepter les convois adverses, qui vint s'ajouter à celle exercée depuis la Sicile, autre porte-avions commandant le canal du même nom entre les deux bassins méditerranéens et les liaisons entre la péninsule italienne et la Tunisie.

Au cours des mois qui suivirent, la puissance continentale accumula, sur les pourtours de la Méditerranée, des succès tactiques qui masquèrent l'absence d'une vision stratégique claire. Les revers subis par la flotte britannique en Méditerranée à la fin de 1941¹ et les victoires de l'Afrika-Korps de Rommel au printemps de 1941 et durant l'été de 1942 donnèrent l'impression qu'elle allait supplanter la puissance maritime. L'Allemagne ne sut pas choisir clairement entre une stratégie purement continentale dirigée contre l'Union soviétique et une stratégie visant à la maîtrise du Moyen-Orient, donc avec une dimension maritime. La poursuite des opérations sur le théâtre méditerranéen et l'invasion de l'Union soviétique, à partir de l'été 1941, entraînèrent une dispersion de ses forces. En dépit de ses succès, Rommel ne put atteindre le canal de Suez, faute de moyens suffisants qui lui étaient refusés par Berlin, tandis que les Britanniques envoyèrent la majeure partie de leurs renforts en Egypte. D'autre part, grâce à la possession des bases d'Alexandrie, de Gibraltar et de Malte, les seconds purent contrebalancer la menace adverse exercée depuis la Sicile et la Crète. Malte, en particulier, joua un rôle déterminant et son importance stratégique fut sous-estimée par les responsables allemands, y compris Rommel. Située sur la route des convois qui assuraient le ravitaillement des forces italo-allemandes en Afrique du Nord, l'île fut une véritable épine dans la stratégie de l'Axe, qui tenta de la neutraliser par des bombardements systématiques en 1941, sans chercher à en prendre directement le contrôle.²

A l'inverse, les Britanniques, malgré leurs revers, poursuivirent avec obstination une stratégie de maîtrise de la mer Méditerranée grâce à la

¹ En novembre 1941, les sous-marins allemands coulèrent le porte-avions *Ark Royal* à l'est de Gibraltar et le cuirassé *Barham* devant le port égyptien de Sollum. Le mois suivant, les hommes-torpilles de la marine italienne réussissent à endommager gravement en rade d'Alexandrie les cuirassés *Queen Elisabeth* et *Valiant*.

² Au printemps de 1941, les Allemands et les Italiens déployèrent respectivement 220 et 440 appareils en Sicile. La défense aérienne de Malte fut assurée à cette époque par soixante-dix à quatre-vingt chasseurs et une artillerie anti-aérienne comptant une centaine de pièces.

combinaison judicieuse de forces navales (bâtiments de surface et sous-marins), aériennes (basées à terre ou sur porte-avions) et terrestres. Elle porta ses fruits à partir de 1942, quand les Alliés entreprirent la reconquête de l'Afrique du Nord à la suite du débarquement américain sur les côtes marocaines et algériennes (opération Torch), de la contre-offensive de Montgomery en Libye, obligeant le haut-commandement allemand à envoyer des forces importantes en Italie en prévision d'un débarquement ultérieur, aggravant la dispersion de ses efforts militaires alors qu'il subissait des défaites graves face à l'armée rouge.

Après la campagne éclair du printemps de 1941, la péninsule balkanique cessa d'être le théâtre de grandes opérations militaires, mais son importance ne décrut pas pour autant. Son contrôle permit à la puissance continentale de disposer d'un glacis défensif solide dans le sud-est européen faisant l'interface entre les fronts russe et africain. Un glacis en proie à une résistance active, aussi bien en Yougoslavie qu'en Grèce, qui obligea les Allemands à lancer de grandes opérations anti-guérilla au printemps de 1943 et de 1944. Contrairement à ce que l'on a souvent affirmé, la résistance ne fut pas en mesure de s'opposer à l'occupation de la péninsule par la puissance continentale. Elle occupa essentiellement les zones montagneuses isolées et d'accès difficile (Mihailovitch et ses Tchetrniks en Vieille-Serbie, Tito et ses partisans en Bosnie) sans grand intérêt stratégique. Les forces allemandes et italiennes, appuyées par les Oustachis en Croatie, contrôlèrent les grands centres, utilisèrent les principaux axes de communication et conservèrent le contrôle des bassins miniers. Si un certain nombre de divisions furent stationnées dans la région (une vingtaine en moyenne), elles ne comptèrent pas beaucoup de troupes d'élite et avaient surtout pour mission d'interdire un débarquement allié. Au lendemain de l'offensive victorieuse soviétique en Roumanie, à l'automne 1944, les partisans grecs, albanais et yougoslaves se révélèrent incapables d'entraver le repli du groupe d'armées Löhr et son rétablissement dans la région de Sarajevo, point de départ d'une rude guerre de positions qui dura jusqu'en avril 1945. Les différents mouvements, partagés entre les communistes et leurs opposants ¹, cherchèrent davantage à ménager leurs forces dans la perspective d'un affrontement au lendemain du conflit.

¹ En Grèce, l'ELAS communiste face à l'EDES démocrate.

L'aide aux résistants yougoslaves et grecs fut coordonnée depuis Le Caire où était installé le quartier général des services de renseignements britanniques qui avait en charge, outre le Moyen-Orient, les Balkans. Cette répartition géographique était conforme à la vision de la puissance maritime qui avait, depuis toujours, inclus la péninsule balkanique dans une perspective orientale et non européenne.

Après avoir chassé les forces de l'Axe du continent africain, se posa aux alliés occidentaux la question du lieu du débarquement en Europe. Fidèle à une stratégie périphérique ancienne liée à sa suprématie maritime, la Grande Bretagne voulait attaquer le maillon faible de la coalition continentale, l'Italie. La conférence de Casablanca, qui se déroula en janvier 1943 et où devaient être fixées les grandes lignes de la stratégie alliée occidentale, fut le théâtre d'un vif débat entre les Américains et les Britanniques. Tandis que le chef de l'état-major combiné américain, Marshall, plaida en faveur d'une opération dans le nord de la France où les Alliés pouvaient exploiter leur supériorité matérielle sur les Allemands, son homologue britannique, Brooke considéra qu'il était nécessaire de poursuivre l'offensive en Méditerranée en effectuant un débarquement en Sicile, puis en Italie, dans le «ventre mou» de l'Europe d'après la célèbre formule de Churchill. Un compromis fut trouvé : le premier débarquement allié devait se dérouler en Italie, mais l'opération principale devait s'effectuer en Normandie un an plus tard pour réaliser le «round-up» cher aux Américains à travers les plaines du nord de la France et de Belgique en direction de l'Allemagne.

Après la capitulation, en mai 1943, des dernières forces italo-allemandes dans la presqu'île du cap Bon, en Tunisie, les péninsules balkanique et italienne constituèrent la muraille sud de la «Forteresse Europe». Une muraille sur laquelle les alliés réussirent à prendre pied, en débarquant en Sicile en juillet 1943, avant de connaître des déboires.

Les opérations d'Italie montrèrent l'atout, que constituait pour la puissance continentale, la possession des théâtres péninsulaires sud-européens dans un cadre défensif. La profondeur, l'étroitesse et le relief en grande partie montagneux du théâtre italien (les Abruzzes et la chaîne de l'Apennin) entraînèrent un cloisonnement des opérations, ce qui permit à la

supériorité tactique allemande de s'exercer pleinement et de mettre souvent en échec la supériorité stratégique alliée en limitant l'emploi des blindés et de l'aviation. La pauvreté du réseau routier obligea les alliés à mettre en ligne un nombre réduit de grandes unités, les empêchant ainsi de profiter de leur supériorité numérique. En raison des contraintes posées par la nature particulière du théâtre, les procédés d'attaque durent se rapprocher de ceux qui avaient été mis en oeuvre au cours du conflit précédent dans les Balkans. Le premier à le comprendre fut le haut-commandement français. Le général Juin s'inspira du plan qui avait permis aux forces franco-serbes de rompre le front bulgare en 1918 dans le massif de la Mogléna. En mai 1944, il proposa au haut-commandement allié d'attaquer dans la région accidentée du Garigliano, afin de surprendre l'adversaire.¹ Si la manoeuvre de Juin après un succès initial ne réussit pas à envelopper les forces ennemies, c'est parce que celui-ci se montra excessivement prudent dans l'exploitation de la victoire et permit aux forces adverses de décrocher.

En raison des mécomptes du front italien, de la conviction de pouvoir frapper plus directement l'Allemagne et de l'arrière-pensée de devancer l'Armée rouge en Europe centrale, les Britanniques, Churchill en tête, n'écartèrent pas l'idée d'un débarquement dans la péninsule balkanique. Mais devant le refus américain de participer à une telle opération, le projet dut être abandonné.

Les faits montrent donc que, au cours des deux guerres mondiales, le théâtre méditerranéen et celui des Balkans en particulier, s'ils ne permirent pas d'obtenir une victoire directe contre l'Allemagne, puissance continentale et centrale disposant des atouts de l'espace et de lignes de communication intérieures, lui imposèrent une dispersion de ses moyens qui facilita les succès sur les fronts principaux.

Ils tendent d'autre part à confirmer la théorie de Spykman sur l'importance centrale des zones péninsulaires du *Rimland*, aussi bien dans le

¹ Juin proposa de rompre la position fortifiée des monts Aurunci en s'emparant du mont Majo, puis de pousser à travers le massif du Petrella, afin de s'emparer des lignes de communication allemandes dans la vallée de la Liri, entre Pico et Pontecorvo pour prendre à revers par le sud les divisions allemandes.

cadre de la stratégie d'une puissance continentale que dans celui d'une puissance maritime. Mais également celle de l'amiral américain Mahan selon laquelle le contrôle des zones péninsulaires autour du continent eurasiatique par les puissances maritimes permet de le dominer. En occupant les péninsules norvégienne, italienne et balkanique au cours de la Seconde Guerre mondiale, l'Allemagne n'a pu venir à bout de la Grande Bretagne même si les U-Boote de l'amiral Dönitz ont failli gagner la bataille de l'Atlantique. A l'inverse, la Grande Bretagne a servi de tremplin au débarquement en Normandie et les Alliés ont fini par obtenir la capitulation de l'Italie qui, comme l'Autriche-Hongrie vingt-cinq ans auparavant, constituait le maillon faible de la coalition continentale.

CONCLUSION

La péninsule balkanique entre aujourd'hui dans une phase où les forces de désagrégation prennent le dessus. Mais à l'antagonisme serbo-croate qui avait prévalu jusqu'à la disparition de la Yougoslavie titiste, tend à se substituer un nouvel antagonisme plus lourd de conséquences. La ligne de confrontation actuelle, aussi bien en Bosnie qu'au Kosovo, sépare désormais les Serbes chrétiens des Musulmans bosniaques et albanais.

Les événements en Ex-Yougoslavie représentent peut-être les prémisses d'une nouvelle phase historique dans, ce qu'il convient d'appeler en schématisant quelque peu, la lutte multiséculaire entre l'Occident et l'Orient.

Cette région a de tout temps constitué le talon d'Achille de l'Occident. Elle commande l'une des deux portes par lesquelles sont passées les invasions terrestres qui ont envahi l'Europe. Il est certain qu'en cette fin de XXème siècle la situation présente des analogies troublantes avec le passé. Il semble qu'une identité musulmane tend à se dessiner dans cette partie de l'Europe, dont le premier bénéficiaire serait à plus ou moins long terme la

Turquie, héritière de l'Empire ottoman, qui détient encore les clés de la porte des détroits. La formation d'un Etat ou d'une fédération regroupant les Musulmans des Balkans sous sa houlette n'est pas du domaine de l'utopie. La Russie est pour l'instant en retrait, mais son retour est programmé à plus ou brève échéance.

La péninsule balkanique continue à représenter un enjeu stratégique essentiel comme par le passé. Les Etats-Unis ne veulent en aucun cas perdre le contrôle de la route méditerranéenne, qui la longe, pour des raisons politiques (la défense d'Israël) et économiques (le Moyen-Orient pétrolier). Le commandement sud de l'OTAN (AFSOUTH), auquel est subordonnée la VIème Flotte, demeure sous leur contrôle direct en dépit des pressions françaises. La politique américaine s'appuie en outre sur la Turquie et sur Israël, qui sont alliés.

Depuis l'écroulement de l'Union soviétique, il n'y a plus de grande puissance continentale, mais certains comportements sont récurrents. L'Allemagne a été la première à encourager le processus qui a conduit à l'indépendance de la Croatie et de la Slovénie en 1991, mais qui a également mené au chaos actuel. Une Allemagne réunifiée qui devient de moins en moins complexée par son passé et qui tend à vouloir recréer une *Mittel Europa*. A l'inverse, il existe une convergence réelle entre la France et la Grande Bretagne sur la politique à mener dans les Balkans. Mais à quelle fin ? S'agit-il de préserver coûte que coûte les structures étatiques nées de l'éclatement de la deuxième Yougoslavie ou de laisser le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes s'exprimer pleinement, sachant que sa dynamique est partout présente en Europe, y compris chez les vieilles nations occidentales ?

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

I - Sources

Archives du Service Historique de l'Armée de Terre (S.H.A.T.), série 16 N, cotes 3136, 3139 (Corps expéditionnaire des Dardanelles, armée d'Orient et commandement des armées alliées), 3264 (conduite de la guerre et conférences alliées, 1915-1918)

Etat-Major de l'Armée, Service Historique, *Les armées françaises dans la Grande Guerre*, tome 8 : «La campagne d'Orient (Dardanelles et Salonique)», 3 vol. (+ vol. annexes), Paris, Imprimerie Nationale, 1923-1934

Etat-Major de l'Armée, Service Historique, *les armées françaises dans la Grande Guerre*, tome 9 : «Les fronts secondaires» (vol. 1, Egypte-Palestine), Paris, Imprimerie Nationale, 1934

II- Bibliographie

Béhar (Pierre), *L'Autriche-Hongrie idée d'avenir*, Editions Desjonquères, 1991

Bernède (Lieutenant-colonel Allain), «La route terrestre de l'Orient», *Collection Recherches et Stratégies*, pp. 117-164, la Documentation française

Castellan (Georges), *Histoire des Balkans*, Paris, Fayard, 1991

Castex (Amiral), *Théories stratégiques*, tome V, «Salonique», Paris, Economica, 1997, pp. 381-420

Célérier (Pierre), *Géopolitique et Géostratégie*, Presses Universitaires de France, collection «Que sais-je ?», N° 693, 1955

Chaliand (Gérard) et Rageau (Jean-Pierre), *Atlas stratégique*, Paris, Editions complexe, 1994

Coutau-Bégarie (Hervé), *Traité de stratégie*, Paris, Economica, 1999

Ducellier (Alain), *L'Albanie entre Byzance et Venise (Xème-XVème siècles)*, Londres, Variorum, 1987

Draskovitch (Vuk), «La Yougoslavie et la question serbe», *Revue des Deux Mondes*, Paris, février 1998, pp. 60-75

Fassy (Chef de Bataillon), *Le haut-commandement français dans les Balkans (1915-1918)*, Thèse de doctorat, Université de Paris 1, 1998

Garde (Paul), *Vie et mort de la Yougoslavie*, Artheme Fayard, 1992

Guérin (Jean-Pierre), *Les relations franco-serbes pendant la Première Guerre mondiale (août 1914 - avril 1916)*, mémoire, Paris, Faculté des Lettres, 1967

Lacoste (sous la direction de Yves), «Balkans et balkanisation», *Hérodote*, N° 63, 1991

Lacoste (sous la direction de Yves), *Dictionnaire de Géopolitique*, Paris, Flammarion, 1995, 1699 p.

Lemarchand (sous la direction de Philippe), *L'Europe centrale et balkanique*, Paris, 1995, Editions Complexe

Lhomel (Edith) et Schreiber (Thomas, sous la direction de), «L'Europe centrale et orientale», *Notes et études documentaires*, N° 4964-65, 1992, La Documentation française

Liddell Hart (Basil H.), *La Guerre mondiale racontée par un Anglais*, Paris, Payot, 1932

Lowe (C. J.), «The failure of British Diplomacy in the Balkans. 1914 - 1916», *Canadian Journal of History*, vol. IV, N° 1, University of Saskatchewan, mars 1969, pp. 73-100

Lutard (Catherine), «De l'union à la guerre», *Revue des Deux Mondes*, Paris, décembre 1992, pp. 26-39

Mackinder (Halford J.), *Le pivot géographique de l'Histoire* (texte d'une conférence prononcée en 1904 à la Société royale de Géographie), *Stratégique*, N° 55, 1992, pp. 11-80

Masson (Philippe), *Une guerre totale, 1939-1945*, Tallandier, collection Pluriel, 1990

Maurice (Major General Sir F.), *La stratégie britannique*, Paris, Payot, 1931

Mourélos (Yannis G.), *La France, la Grèce et la stratégie des opérations périphériques dans le sud-est européen*, Thessaloniki, Institute for Balkan Studies, 1990

Oehmichen (Lieutenant-Colonel), «L'engagement de la coalition militaire en Orient (1914-1916)», *Revue Militaire Française*, Paris, 1923, pp. 8-26, pp. 145-162, pp. 378-389

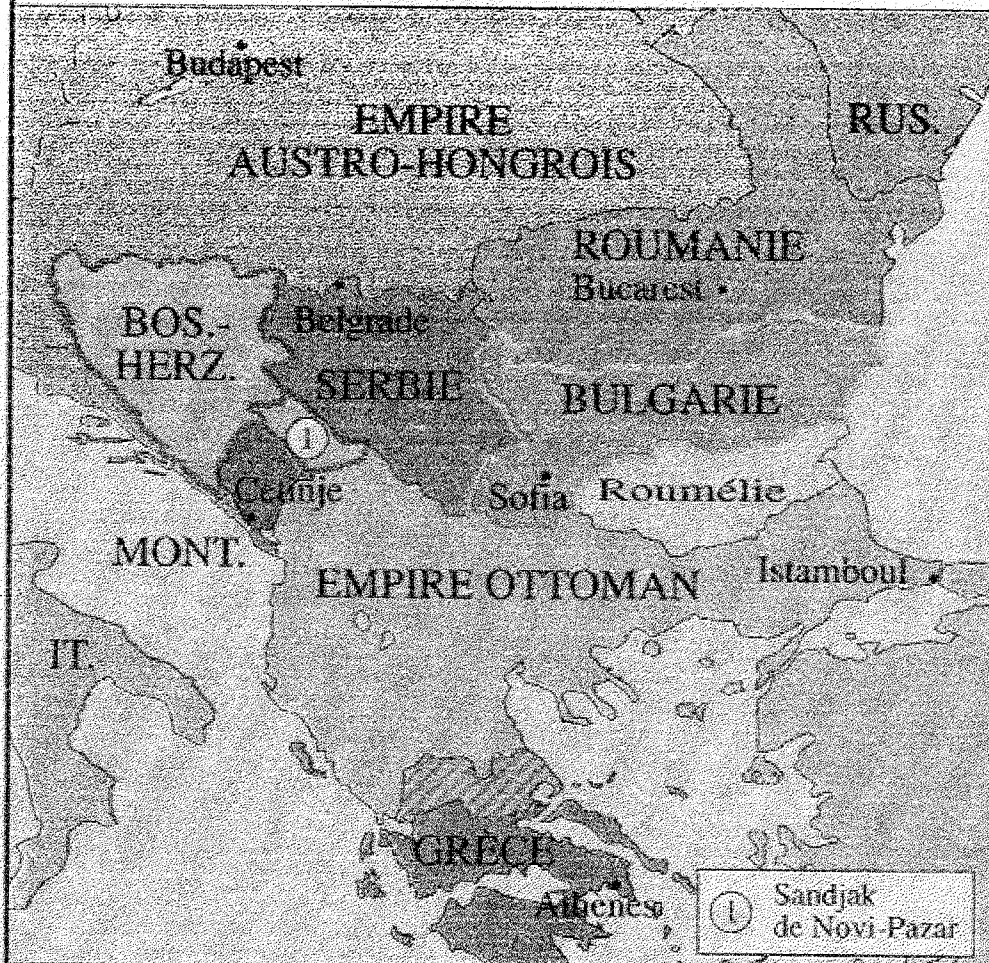
Pingaud (Albert), «Le second ministère Vénizelos (24 août - 5 octobre 1915) et les origines de l'expédition de Salonique», *Revue d'Histoire de la Guerre Mondiale*, Paris, N° 2, avril 1934, pp. 127-147

Pingaud (Albert), *Histoire diplomatique de la France pendant la Grande Guerre*, deux tomes, Paris, Editions Alsatia, 1937





Roux (Michel), «La décomposition de la Yougoslavie : la Serbie et le front Sud», *Politique étrangère*, N°2, 1992, pp. 281-292

Yérasimos (Stéphane), «L'autre Alexandre», *Politique étrangère*, N°2, 1992, pp. 293-308

CONGRÈS DE BERLIN



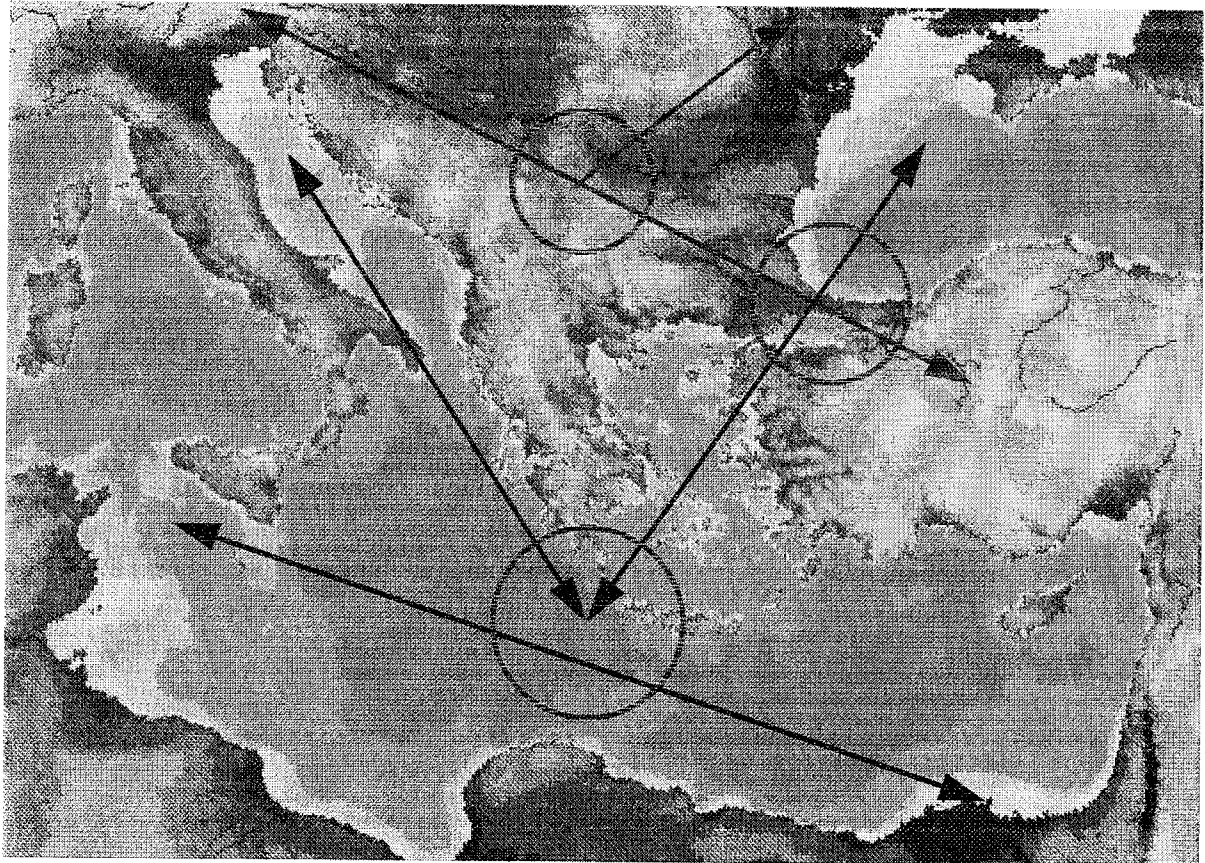
Les Balkans en juillet 1878, au lendemain du Congrès de Berlin

-  Bulgarie, tributaire de l'Empire ottoman
-  Roumélie orientale, semi-autonome au sein de l'Empire ottoman
-  Territoire accordé à la Grèce, annexé par Athènes en 1881
-  Territoires occupés militairement par l'Autriche-Hongrie



Les Balkans (1912-1913) ▲

LE PIVÔT BALKANIQUE



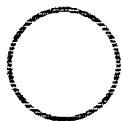
0 500 Km



Grande route terrestre



Grande route maritime



Carrefour de grandes routes